

La Gueule ouverte

Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

L'ÉCOLOGIE : UNE RÉVOLTE MONDIALE MANIPULÉE PAR LA VIE

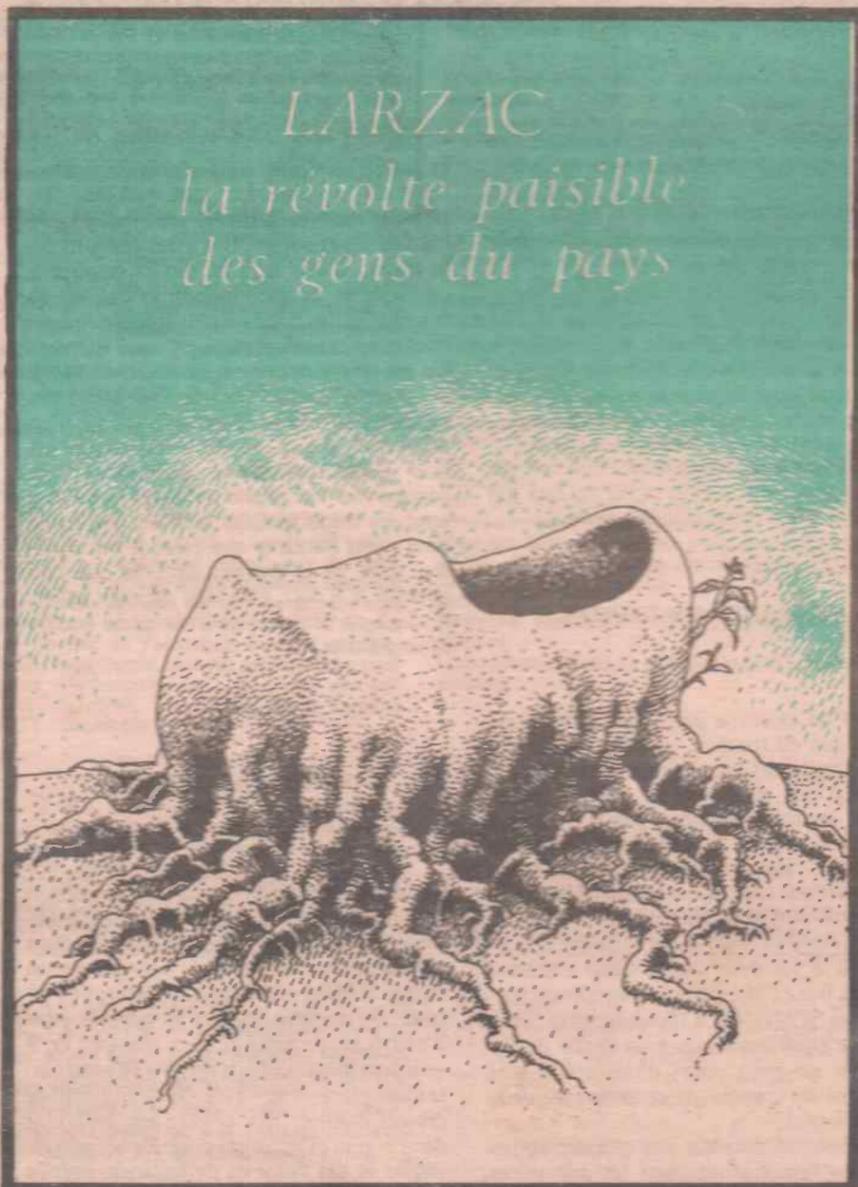
Pour nous, s'impose la nécessité de rester mobilisés. Dans ce contexte aura lieu cet été sur le Larzac, un rassemblement militant et offensif, avec tous ceux qui, comme nous, se battent pour vivre et travailler au pays. Au Larzac les 13 et 14 août, les gens qui veulent «vivre, travailler et décider au pays», se rassembleront, plus unis que jamais après Malville et Naussac. Cette révolte paisible s'insurge contre l'exode rural, la militarisation de la société et l'implantation des centrales nucléaires. Cette révolte est un tout. C'est le refus de la «mobilité de la main d'œuvre» et l'affirmation des identités régionales.

Vivre et travailler au Pays

«Le Pays», c'est non seulement l'endroit où l'on travaille, mais celui où l'on s'épanouit de toutes manières, dans l'environnement, la culture, la mentalité, les liens humains qui nous ont nourris. Par l'exode forcé, le pouvoir cherche à arracher l'homme à ses attaches culturelles. Il lui impose ainsi ses propres valeurs et un nouveau cadre de vie. C'est pourquoi «Le Pays», c'est aussi l'endroit où il faut savoir se battre lorsqu'on veut y rester. Décider nous-mêmes de notre sort, de nos besoins réels, de nos aspirations. Au Larzac, dans le vignoble Languedocien, à Malville, à Naussac, à Braud-St-Louis, à Vaumeilh, l'état veut gérer nos affaires, nous dicter nos besoins, nos actes... et en fin de compte nous chasser. Nous dénonçons la main-mise de l'état centralisateur sur tous les aspects de notre vie.

Contre la misère et l'exode rural

En France, une exploitation agricole disparaît toutes les dix minutes. Trois par jours dans le seul département de l'Aveyron. Notre mot d'ordre est : «Plus un seul agriculteur actif à perdre». Les paysans veulent sauvegarder un développement harmonieux des campagnes entre ceux qui y travaillent et habitent, et ceux qui viennent s'y reposer. La préservation



du cadre de vie nous incombe en premier, pourvu que nous en ayons les moyens. Or, que faire avec sur le dos une législation arbitraire, établie dans les bureaux parisiens et européens, dans un mépris

complet des réalités régionales et professionnelles les plus élémentaires. Que faire avec des contraintes économiques financières et commerciales qui nous mettent à la merci des trusts et des organismes de crédit, qui pénalisent particulièrement

ceux qui auraient le plus besoin de soutien. (comme par exemple les petits exploitants des zones de montagne). Partout l'armée, l'EDF, les promoteurs immobiliers, les entreprises de tourisme industriel (notamment sur le littoral et en montagne) défigurent le paysage et chassent les paysans. Les vignerons languedociens, qui subissent une violence économique sans précédent, ayant entraîné une baisse de leurs revenus de 40 % en deux ans, cherchent désespérément une solution. Chez eux aussi, le chômage s'aggrave, la répression économique s'accroît. Pourtant eux aussi veulent vivre au pays.

Contre le chômage et les licenciements

En France, au printemps 1977, cent cinquante usines en grève sont occupées par leurs ouvriers. On compte actuellement un million et demi de chômeurs (dont une partie seulement est secourue), avec tout ce que cela signifie de désespoir et de misère matérielle et morale. A Millau, la ganterie, puis la mégisserie, déclinent. Des usines ferment ou licencient, ou emploient à temps partiel. Deux cents jeunes partent chaque année. Pendant ce temps, des milliards sont dépensés à l'achat de terres pour l'extension du camp, à des spéculateurs. A Decazeville, dans le nord du département, la situation est aussi catastrophique avec la menace de démantèlement des aciéries (AUMD). Lorsque Raymond Barre préconise, après le CNPF, «la mobilité de l'emploi», il n'apporte pas une solution au problème du chômage. Par contre, il sait qu'en déplaçant les gens, il leur enlève leurs racines culturelles et, du même coup, leur force combattive : c'est «déplacer pour régner». Nous n'en voulons pas.

Contre la militarisation croissante de la société

Premier propriétaire foncier avec 270.000 ha, l'armée en veut toujours davantage. La France se place au troisième rang des pays exportateurs d'armes. Ce commerce (suite page 6)

on marche... et après?

Une dizaine de milliers de manifestants, assez de journalistes pour en remplir un car, un très net effort de la météo pour épargner des trombes d'eau aux marcheurs, des C.R.S. « discrets mais visibles » comme l'avait déclaré le Préfet de Lozère : tout était réuni pour faire de la manifestation de Naussac une honnête démonstration non-violente. Donc, pas d'incidents, pas d'affrontements avec les forces de l'ordre. Deux journées dont les organisateurs se sont déclarés satisfaits bien qu'elles n'aient pas été sans problèmes.

Moralement, les manifestants subissaient le contre-coup des événements de Malville. Et du côté du comité de défense de la vallée de Naussac,

la fatigue accumulée par la préparation du rassemblement et les excès de zèle du service d'ordre ont pu amener à des frictions avec certains participants. La tension a monté pendant ces deux jours et une bonne engueulade a éclaté au moment du départ de la marche. En effet, la marche en question tournait résolument le dos au site où sera construit le verrou du barrage. Il était ressenti comme frustrant de marcher exactement en sens inverse de l'objectif, ce qui n'a pas manqué de susciter des débats. Des débats que les organisateurs ont ressenti comme une menace sur le bon déroulement de la manifestation. Il y avait dans l'air comme un problème de communication.



La journée de samedi a été consacrée à éclairer notre lanterne sur les aspects techniques, juridiques et historiques du barrage de Naussac. Le projet remonte en effet à 1947. C'était au lendemain de la seconde guerre mondiale, il fallait relever la France et le débit d'étiage des rivières. Le projet était confié aux frères Vincent de Langogne qui faisaient dans le grandiose. La lecture des coupures de presse de l'époque est une joie pour l'esprit : « Une masse d'eau de cinq milliards de mètres cubes tombant de mille mètres de haut », « une ville immergée par cent vingt-sept mètres de fond », « dix villages engloutis autour de Langogne », etc... « tel sera le Tennessee Français ». Il s'agissait rien moins que de régulariser la production française et européenne d'électricité avec une capacité de vingt-cinq milliards de kilowatts heure par an. Ce projet allait recevoir en 1948 l'approbation enthousiaste de Frédéric Joliot-Curie, haut commissaire à l'énergie atomique qui insistait sur « le vif intérêt qu'il portait à ces projets. De ceux ajouta-t-il que le gouvernement devait placer au premier plan de ses préoccupations ». Comme l'a déclaré récemment Monseigneur Matagrin, évêque de Grenoble, dans une très belle lettre et très émouvante au vicaire de la Tour du Pin : « La tradition judéo-chrétienne a mis l'accent sur la mission confiée à l'homme par le Créateur de dominer l'univers. » Malheureusement, la domination de l'univers a dû être reportée à une date ultérieure du fait que l'apport des dollars américains a fait cruellement défaut. Tout espoir n'était pas perdu. En 1952, deuxième projet du barrage-réservoir, émanant de l'E.D.F. cette fois. Moins grandiose mais toujours ambitieux. Celui-ci prévoyait une réserve d'eau de cent soixante-cinq millions de mètres cubes stockés dans la vallée de Naussac. Pour cela on prévoit de détourner les eaux du bassin de la Loire et de l'Allier vers celui du Rhône.

Mais le Conseil Général du Puy de Dôme oppose un refus catégorique : « Les eaux de la Loire doivent rester à la Loire ». Cependant le projet ne sera jamais vraiment enterré et ressurgira en 1968. C'est le 17 décembre 1970 qu'une décision interministérielle officialisait le projet et en confiait l'étude et la maîtrise d'œuvre à la SOMIVAL (Société d'économie mixte pour la mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin). Un détail pourtant : la décision interministérielle qui a créé la SOMIVAL lui a donné une compétence pour une région dont ne fait pas partie le département de la Lozère.

BARRAGE AUX TRUITES

Quand on examine avec sagacité la partie technique du machin, on reste confondu. Pour constituer un réservoir de cent quatre-vingt-dix millions de mètres cubes d'eau, les ingénieurs ont prévu de barrer deux ruisseaux, le Chapeauroux et le Donozau, lesquels serpentent discrètement dans la campagne avec un débit tout juste suffisant pour les truites.

A des esprits chagrins qui faisaient remarquer que les deux cours d'eau n'étaient pas les mieux choisis pour remplir un barrage, la SOMIVAL a répondu que justement c'était beaucoup plus facile de détourner un petit cours d'eau qu'un gros pendant les travaux de construction de la retenue (sic).

Mais comme on n'est pas à court de ressources imaginatives dans les ministères, on a prévu de compléter l'alimentation en eau par un pompage dans l'Allier, au moyen d'une station de pompage située à cent cinquante mètres au-dessous du barrage. Si tout se passe bien, et si Dieu fait pleuvoir autant qu'à Malville, il faudra trois ans pour remplir le barrage-réservoir

et noyer les douze cent quatre-vingts hectares de la vallée. La perte par évaporation est estimée à six ou sept millions de mètres cubes par an. Il y a des endroits où le niveau d'eau aura au moins cinquante centimètres de profondeur, le clocher de Naussac et les toits un peu élevés dépasseront dans cet atlantide.

Ce qu'on n'a pas en profondeur, on l'aura en surface : rien que des bonnes terres agricoles de noyées, dans un pays qui n'en a pas tant que ça. Le fond du bassin est une plaine constituée d'alluvions qui, comme on l'a appris à l'école primaire, sont les terres les plus fertiles. Sur mille cinq cents hectares que compte cette vallée, onze cents entrent dans ce que l'on appelle la S.A.U. (Surface agricole utile). Il s'agit de céréales, de prairies de fauche et de pâtures.

QUESTION DE CRITERES

Ce qu'on propose comme reconversion aux deux cents familles exilées de la vallée, ce sont des exploitations à douze cents mètres d'altitude, sur des terres moins fertiles, ou l'usine à Clermont-Ferrand, ou maîtres-nageurs au bord du plan d'eau lorsque celui-ci sera plein et qu'il sera possible d'y faire de la voile, mais attention, pas avec des voiliers qui ont de grosses quilles, des petites embarcations dans le genre Optimiste pour les enfants de écoles et des colonies de vacances précise la SOMIVAL. En effet, l'utilité d'un barrage-réservoir est de renforcer le débits d'étiage des fleuves par des lâchers au moment idoine ; ce qui veut dire qu'à partir du mois d'août, la plaine de Naussac sera transformée en un vaste bourbier et qu'il ne restera qu'une petite mare à

l'endroit le plus profond. Même si ce n'était pas au prix du sacrifice d'une vallée, le principe du barrage-réservoir serait quand même à condamner... comme l'a expliqué Jean-Pierre Chabrol qui était venu soutenir de sa présence le rassemblement, les barrages-réservoirs, pour régulariser le cours des rivières, n'ont d'utilité que parce que nos contemporains inconséquents vont construire leur pavillon Phénix au bord des rivières sans penser que les rivières vivent, et débordent. « Autrefois, on savait qu'il ne fallait pas construire de maisons là où peut pousser la pomme de terre. »

Tout le monde sait à Naussac que les lâchers serviront au refroidissement des centrales nucléaires de Saint-Laurent-des-Eaux et de Dampierre-en-Burly, et à l'écoulement des pollutions des usines Michelin de Clermont-Ferrand. M. Chazal, maire-adjoint de Langogne, et militant très actif contre le barrage (puisqu'il fait partie de ceux qui ont été élus en mars dernier pour leur position anti-barrage) devait déclarer : « Nous demandons une révision des critères : s'il s'avérait absolument indispensable de régulariser le cours de l'Allier, ce dont nous ne sommes pas convaincus, nous disons que le site de Naussac ne convient pas. La ville de Clermont-Ferrand doit cesser son extension aux dépens de la région, nous réclamons un véritable aménagement du territoire et une vraie politique de l'eau. »

LA GAUCHE

Comme d'habitude, la position des partis politiques sur le problème est ambiguë. Le parti socialiste demande l'arrêt des travaux et de nouvelles études ; la fédération de Lozère du parti communiste a appelé



A NAUSSAC, LA MARCHÉ NON-VIOLENTE SUFFIRA-T-ELLE À LÉZARDER LE BARRAGE ?

ses adhérents a ne pas participer au rassemblement et déclare dans un communiqué : «La construction d'un barrage est une nécessité économique que personne ne peut sérieusement contester. La non-consultation des habitants de la vallée de Naussac, le mépris de leurs intérêts affichés par le pouvoir ne doit pas servir de prétexte à des manifestations pouvant tourner à la tragédie et dirigées contre toute forme de progrès.» A propos de ce communiqué, une polémique très intéressante sur le plan grammatical a eu lieu avec un journaliste de l'Humanité. Il était question de savoir si c'était «du» barrage ou «d'un» barrage que le P.C. voulait parler... C'est quand même sur les municipalités de gauche que les gens du comité comptent pour empêcher la construction du barrage par la voie légale.

Alain Martinet, un juriste parisien qui s'occupe de l'affaire, nous a donné quelques explications à ce sujet. Les recours juridiques sont loin d'être épuisés : on peut attaquer le décret en Conseil d'Etat qui a déclaré d'utilité publique la construction du barrage en attaquant d'abord les arrêtés de cessibilité pris par le Préfet de Lozère. C'est un peu compliqué à comprendre, mais il suffit de savoir que en attaquant par un bout, on remonte toute la filière. Les arrêtés de cessibilité, c'est ce qui concerne les expropriations. Actuellement, seule la tranche 1 du projet est soumise aux expropriations, et ce n'est qu'une toute petite partie du terrain ; les tranches 2 et 3 sont de loin les plus importantes et celles-là, ils ne les ont pas encore.

Les gens de Naussac luttent sur trois fronts : en faisant des procès, par l'action politique auprès des élus, et par l'action militante auprès des populations en faisant des rassemblements. C'est peut-être ça que les militants de dimanche n'ont pas tous accepté.

nous parle de ce projet depuis trop longtemps, il y a des gens dans la population qui ont fini pas se résigner. Personne n'est pour, il n'y a que des défaitistes». L'unanimité n'est pas encore faite dans les habitants, c'est pourquoi le comité tient tellement à ce que la manifestation ne fasse pas peur. Le samedi soir, au podium, Alain Gaillard nous mettait en garde, de façon un petit peu maladroit : «On vous demande de ne pas abuser du style folklo, ça peut faire mauvaise impression aux commerçants de Langogne et se retourner contre nous». L'assistance était un peu houleuse. A côté de moi j'ai entendu : «On va quand même pas se mettre en costard pour plaire aux petits commerçants». Il faudrait pourtant faire un effort de compréhension et ne pas prendre au pied de la lettre tout ce qui se dit dans les mégaphones. Il y a un moment pour faire de la subtilité grammaticale et un moment pour le reste. Or, ce qui était frappant pendant ce rassemblement, c'était le manque de tolérance de part et d'autre. François Jacobi, du Larzac, a pourtant insisté là-dessus : «On n'est pas là pour se quereller. Si on respecte les gens en place, on respecte aussi leurs moyens de lutte, arrêtons de nous engueuler pour rien». Dans le feu de l'action Alain Gaillard a dit, des choses, qui ont pu laisser croire qu'il se désolidarisait des actions de violences de Malville. Réaction immédiate des militants orthodoxes. Camarade, justifie-toi. Camarade, excuse-toi. Il y a quand même eu la mort de Vital Michalon...

Le camarade s'est excusé. Il a dit qu'il était fatigué. On lui a répondu que tout le monde était fatigué. On lui a répondu qu'on était tous des terroristes allemands. La rogne des militants venait de ce qu'ils

matin. En effet, c'est une tradition des rassemblements de Naussac : la messe du Père Cardonnel, le curé gauchiste de Montpellier. Sur un autel de fortune, comme dit la radio, il a fait un prêche au cours duquel il n'a pas craint d'affirmer que Jésus était terroriste et subversif. Pendant ce temps, dans l'église de Naussac, un curé traditionnel faisait une messe traditionnelle. Trop gauchiste pour les uns, trop catho pour les autres, le Père Cardonnel garde quand même le moral et a éclairé la manifestation de son sourire épanoui. Une autre figure célèbre de Naussac, M. Masclaux, un vieillard de quatre-vingts ans, alerte et disert, ne participait pas comme d'habitude aux festivités. La partie adverse est allée jusqu'à laisser courir le bruit que Pépé Masclaux était drogué pour faire ses discours. Alors maintenant, il ne veut plus venir. Ça donne une idée des pressions auxquelles sont soumis les habitants de la vallée. Sans compter les lettres de menaces, les coups de fil anonymes et les tracasseries policières, et ce pendant toute l'année. On comprend alors qu'ils soient un peu tendus et nerveux.

«Il faudrait quand même rappeler que la manifestation de l'été dernier, à laquelle peu de Lozériens avaient participé mais qui était restée non-violente a retourné

les esprits dans le pays. La possibilité de démolir aujourd'hui le chantier est absolument exclue. Ce que nous voulons, c'est montrer notre force tranquille et massive. Comme au Larzac, c'est une poignée de citoyens habiles et non-violents qui mettront en échec le pouvoir.»

Un du Larzac a dit quelque chose qui m'a frappé : «Nous sommes solidaires avec ceux de Naussac, et nous savons que ce ne sont pas des dégonflés». Est-ce qu'il faut rappeler la liste de leurs actions concrètes et offensives contre le chantier ? L'express Paris-Nîmes bloqué deux fois, les documents concernant les expropriations volés à Langogne, les tracteurs bloqués pendant toute la journée du 6 janvier 1977, une pelle mécanique incendiée, des notables interceptés sur la route, le siège de la SOMIVAL plastiqué à Clermont-Ferrand, un poteau E.D.F. scié....

Seulement pour ce genre d'actions, on ne se met pas à dix mille et à découvrir sur une route.

Et si le fond du problème c'était : il est temps de trouver autre chose que les marches pour s'exprimer.

C. D.

DÉBAT DE TENDANCES

Le comité n'a cessé de rappeler au cours de ces deux jours que la manifestation devait rester pacifique et symbolique. Les injonctions à la non-violence étaient parfois virulentes. Les organisateurs voulaient absolument rester dans la légalité et craignaient véritablement d'être débordés, par des éléments incontrôlés ou non. Ils n'ont pas toujours réussi à éviter la polémique. «La situation n'est pas irréversible a expliqué Alain Gaillard, le secrétaire du comité. Les travaux de barrage proprement dits n'ont pas encore commencé et le financement n'est même pas trouvé pour les tranches 2 et 3 des travaux. Pour le moment ils ont surtout construit une belle route pour amener les engins de chantier. Depuis 1938, on n'avait jamais eu de crédit pour entretenir les routes en Lozère. Ce serait dommage de noyer une si belle route toute neuve...». Si la situation n'est pas irréversible, pourquoi alors certains baissent-ils déjà les bras ? «On



avaient l'impression que, d'un côté on les appelle à venir soutenir un rassemblement et d'un autre côté on leur fait sentir qu'ils ne sont pas au diapason de l'ambiance locale. Les conscientisés ont relevé pas mal de contradictions. Par exemple j'en ai entendu râler contre la messe du dimanche

La Gueule Ouverte
Combat Non-violent

REDACTION
B.P. 26
71800 La Clayette
tél.: (85) 28-00-24

ADMINISTRATION:
«Les Éditions Patatras !»
Directrice de publication: Isabelle Cabut et tous les autres

IMPRIMERIE SULLY
12 rue Sully, 42300 Roanne

ABONNEMENTS:
150 à 250 F. suivant vos revenus (160 F. minimum pour l'étranger) - 75 F. pour authentiques fauchés, objos, insoumis, taulards. Par chèque bancaire, ou postal, ou timbres-poste.

REABONNEMENT:
Joindre la dernière bande et 2 F. en timbres

CORRESPONDANCE:
Joindre un timbre rose thyrien à 1 F.



réflexion

SOYONS ENSEMBLE, MAIS UNIQUES

Nos rêves ouvrent les portes de l'utopie, de l'Utopie, ce lieu magique dont nous ne cessons de nous approcher... jusqu'à la culbute finale. Il faut ignorer les réalistes médiocres. A Malville nous avons rêvé.

En disant «objectif 100 000», nous nous plaçons encore sur le terrain de la démocratie. Faire nombre pour peser en face des autres nombres. Nous sommes nombreux, très nombreux dans le monde, à ne pas nous résigner aux petites vies, à refuser les déterminismes politiques. Nombreux à dire non à tous les dogmatismes, nombreux à défiler derrière des banderoles en plastique transparent. Nous avons voulu nous compter à Malville. C'était une erreur.

Le rêve, c'était cet espoir d'une insurrection générale et pacifique contre la société nucléaire. Nous nous sommes dit : «tout le Sud-Est sera là, les pépés à chapeau noir, les mémés à landau, les savoyardes à guipures et les descendants de Mandrin». C'était ignorer le poids des servitudes, le rôle d'une presse locale pousse-au-crime, la passivité de l'opinion publique qui ne s'émue que devant le sang.

Lâchés par tous, et notamment la gauche institutionnelle, figés par la pluie, paralysés par notre naïveté stratégique, nous nous sommes heurtés militairement au fascisme.

Mais la vie n'est pas un jeu de piste.

Comment imaginer qu'un Préfet d'un Etat «démocratique» puisse canarder à la grenade offensive des pique-niqueurs armés, dans le plus violent des cas, de frondes et de bâtons? Mais c'est, naïfs que nous sommes, qu'il n'y a pas de démocratie. Le fascisme est bien là, comme je me tue à l'écrire, avec son mépris de la vie humaine. Il ne s'agit même plus de geindre sur l'absence d'un «débat démocratique sur le nucléaire». Il s'agit d'ouvrir les yeux. Dans tous les pays modernes, les Etats fascistes (Etat fasciste est un pléonaste), y compris l'URSS, ont choisi de tuer pour survivre, d'éliminer physiquement ceux qui discutent la raison d'état nucléaire. L'abandon du nucléaire aurait pour corollaire la décentralisation des pouvoirs, la discussion de la croissance, la redéfinition du travail, c'est-à-dire, à long terme, la fin des dominances hiérarchiques, la fin des Etats.

Quand on est chef d'Etat, voire sous-chef, on tue dans l'oeuf une subversion si radicale.

Quand on est Préfet d'Etat, on fait ratonner la jeunesse si la jeunesse prétend sortir des stades et des écoles, si la jeunesse ne se satisfait pas des concerts pop, si la jeunesse ne montre pas patte blanche aux frontières et se découvre solidaire.

A Malville, les forces de l'ordre nucléaires internationales ont pourchassé les premiers représentants d'une révolte internationale.

Tout cela, nous aurions pu le deviner. La non-violence est une attitude individuelle dont je continue à penser qu'elle est la plus intelligente, la seule à être digne d'un homo-sapiens qui fait taire ses automatismes reptiliens (tu me cognes, je te cogne).

La non-violence est une méthode offensive astucieuse qui grippe les engrenages de l'Etat en organisant le boycott. Mais la non-violence est allergique aux déplacements des foules pour une raison que les anars connaissent bien : la foule est bête. N'êtes-vous pas frappés par cette évidence : 60 000 individus au niveau intellectuel nettement supérieur à celui des 4 000 flics se sont faits piéger comme des gamins, attirés, comme des papillons aveugles, dans le cul-de-sac de Faverges, alors que le front s'étendait sur plusieurs kilomètres carrés? Pourquoi? Parce qu'ils attendaient l'ordre de prendre les chemins buissonniers! Espéraient-ils les directives d'un Napoléon écologique, conseillant d'attaquer sur les ailes, pour mieux enfoncer l'adversaire au centre? Du magma qui stagnait devant Faverges, seule une centaine d'individus ont pris la tangente sur la droite dans les bois, pour se retrouver devant la mairie de Faverges-Mépieu et une vingtaine de gendarmes. Dans ce secteur, il n'y eut pas de blessés. A cent, on était bien répartis, mobiles, on voyait arriver les grenades, on sortait rapidement du brouillard chloré, sans se bousculer.

C'est pas pour refaire la bataille. C'est juste pour dire combien nous sommes loin d'être autonomes, inventifs, déterminés à agir seuls, avec un groupe de copains. La foule attire parce que la foule rassure. Fausse impression de sécurité. La foule devrait effrayer.

Que nous ne soyons pas mûrs pour gagner des guerres n'a rien de honteux. C'est le contraire qui serait inquiétant. Mais prenons garde à l'avenir de ne pas vouloir faire agir militairement des masses pacifiques.

Nous sommes traumatisés comme des enfants qui se brûlent pour la première fois. Certains membres de la coordination des comités Malville se sentent culpabilisés par leurs erreurs. Seuls ceux qui ne font rien ne se trompent jamais. Je ne me sens pas «coupable» d'avoir appelé à cette marche. Je me sens plutôt enragé, mais calme, et surtout pas désarmé par les remords. La culpabilité morale, c'est un truc catho qui va de pair avec les «condamnations» et autres gluants «je vous l'avais bien dit». Personne n'est «responsable» de la mort d'un de nos amis, des blessures de tant d'autres. Le seul responsable, c'est l'Etat qui a dit «feu» à une mécanique peinte en bleu. Quand on rentre dans le jeu des responsabilités, on remonte loin, jusqu'à la matrice originelle. Je ne ferai jamais l'affront à Vital Michalon de supposer que j'ai pu l'attirer de force à Malville. Je sais qu'il était responsable de lui-même, conscient de l'enjeu, comme nous le sommes tous, en dernière analyse.

Le meurtrier est le Préfet Jannin. L'arme du crime est une grenade offensive lancée dans le brouillard des gaz lacrymogènes. Le reste n'est que phantasmes.

Arthur



Photo Civel/GO-CNV

La minute de bon sens du professeur Mollo-Mollo

J'accuse,

- J'accuse M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien candidat à la Présidence de la République, d'avoir failli à ses engagements :

- en avril 1974, il déclare que «les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui n'en voudront pas» ;

- en septembre 1976, le Conseil général de l'Isère, représentant régulier des populations locales, se prononce contre Super-Phénix.

Qu'attend depuis M. Giscard d'Estaing pour mettre en conformité ses promesses et ses actes ?

- J'accuse les gouvernements successifs de la Vème République d'avoir éludé tout véritable débat sur le problème nucléaire en général, les surgénérateurs en particulier. Je reproche aux partis de l'Opposition d'avoir fait preuve d'une confiance et d'une timidité que seule l'action des militants a pu récemment et partiellement débloquer.

- J'accuse M. Monory, Ministre de l'Industrie, d'avoir menti, volontairement ou par ignorance, lorsqu'il a déclaré à l'Assemblée Nationale, le 1er juin 1977, en réponse à M. Gau, Député de l'Isère : «Les travaux à Creys-Malville n'ont pas commencé... je le répète, les travaux n'ont pas commencé ; nous en sommes encore au stade de l'enquête...»

- J'accuse M. Jannin, Préfet de l'Isère, ancien homme de police, d'avoir sciemment utilisé le racisme anti-jeunes et anti-allemand. Il est d'ailleurs inexact que «les Allemands aient investi Morestel pour la deuxième fois» les 30 et 31 juillet 1977 : c'est de la troisième entreprise qu'il s'agit, car M. Jannin a oublié de rappeler à l'opinion publique que le quart des travaux de Super-Phénix est financé par l'Allemagne de l'Ouest.

- J'accuse les responsables des forces dites de l'ordre d'avoir utilisé du personnel de qualification professionnelle insuffisante : le manque de sang-froid (les «ratonnades» de Morestel le dimanche à vingt heures...) et le méemploi d'armes offensives (tous les dommages physiques ont été provoqués par grenades) en témoignent largement.

- J'accuse les responsables d'E.D.F. d'avoir sciemment entretenu, depuis des années, une ambiance de mensonge et de propagande à l'égard de l'électro-nucléaire, d'avoir refusé aux citoyens le droit à l'information objective, d'avoir agresse les Français par une publicité essentiellement fallacieuse, d'avoir détourné les moyens d'un service public au profit de l'argent et de la technocratie.

- J'accuse les responsables de la NERSA d'avoir abusé de la bonne foi locale, car un surgénérateur n'est pas une usine comme les autres, et d'avoir engagé les travaux sur le site avant la conclusion de l'enquête publique et l'obtention des diverses autorisations légales.

Je définis la violence comme la contrainte de tiers par l'abus d'un pouvoir. Le mandat électoral est un pouvoir ; l'oublier est une violence. L'information est un pouvoir ; mentir est une violence. L'argent et les bulldozers sont un pouvoir ; en mésuser est une violence. Les armes de la nation sont un pouvoir ; en abuser est une violence.

Dans la lutte électro-nucléaire, où se situe la violence? Où se situent les responsabilités? Plus que jamais, nous sommes en état de légitime défense contre le totalitarisme électro-nucléaire.

Philippe Lebreton.

le quotidien de l'hebdo, de Malville, du Larzac et d'ailleurs

Laisant d'autres que nous épiloguer dans les prétoires sur les «circonstances du drame» de Malville, chercher des arbrisseaux pour masquer la forêt en désignant des responsables, nous avons, ici, refusé que notre réunion du mardi ressemble cette semaine à une veillée de pleureuses ni à un tribunal de l'après-coup. Les flags, ce n'est pas notre rayon. Nous étions nombreux à avoir des choses à dire, des choses qui montaient de nos tripes douloureuses, des choses qu'il nous importait très fort de faire entendre de nos plus proches : l'équ de GO-CNV, notre niche écologique, nos compagnons du quotidien. Des choses fortes tournées vers l'avenir, notre avenir, l'avenir de l'écologie... Alors nous avons parlé, lentement, patiemment, le plus sincèrement possible, nous nous sommes écoutés et répondu, nous nous sommes vidés de nous-mêmes et remplis de l'autre. Puisse cette émotion durer, puisse notre chagrin ne pas être enterré dans la routine, puisse notre détermination sortir enfin des mots pour entrer très charnellement dans la vie...

Car c'est de cela qu'il s'agissait : de la vie. La mort de Vital-Michalon, d'autres croque-morts que nous s'en empareront. Ce qui nous intéresse, nous, c'est la vie de Vital-Michalon. Dimanche dernier, Vital-Michalon était vivant, il était dans la boue de Malville, il avait fait le choix d'être là. Nous aussi, nous avons fait ce choix, nous étions là, vivants, à côté de lui, dans la boue de Malville. Ce qui nous intéresse, c'est le pourquoi de notre présence, de sa présence. Et la suite à donner à nos présences ce matin-là dans la boue. Une suite qui ne laisserait plus de cadavres ni de corps mutilés sur l'herbe verte des prairies devenue le terrain erroné de nos luttes contre la course à l'erreur.

Ce que certains d'entre nous voulaient faire passer de leur ventre aux ventres des copains, mardi, c'était l'urgence pour nous, précisément, de ne plus participer à la course.

Une société, avec sa logique, a fait dimanche un mort et plusieurs mutilés définitifs. Nous refusons cette mort, nous refusons ces mutations. Alors, il faut, dès aujourd'hui, refuser cette société, refuser cette logique dont nous, contestataires du dimanche faisons partie. La refuser en en sortant tout de suite, et non plus seulement la refuser avec des mots imprimés sur du mauvais papier. Refuser la collaboration sournoise et la complicité rampante. Arrêter tout de suite de marcher dans le même sens que la meute. Parvenir enfin à la désobéissance civile et à l'insoumission dans tous les gestes, tous les choix du quotidien. Ne plus se contenter de paraître, mais tenter d'être ce que nous voudrions que soit l'homo écológicus.

Qui sommes-nous, aujourd'hui, dans l'ensemble, à part de très rares exceptions ? Qui avaient-ils en face d'eux, les CRS et les Préfets ? Des gens comme eux ! Du même monde, à quelques dérisoires détails près. Il y a fort peu de différences entre les habitudes de survie du flic moyen et celles du militant moyen. Même habitation, même bagnole, même métro, même salaire, même sécu, mêmes jours fériés et fêtes carillonnées, mêmes vacances, mêmes rapports de couple, même baise, même pilule, même petite famille, même école, même cinéma, même tabac de la régie, même EDF-GDF... jusqu'à nos rêves qui, à l'extrême de l'uto-

pie doivent se ressembler. Les différences dans nos gestes ne sont que du domaine de l'esthétique : un peu moins de tiercé, chez nous, pour un peu plus de veillée à la guitare. Un peu moins de viande pour un peu plus de riz complet, un peu moins de pastis pour un peu plus de marjolaine, un peu moins de gitanes pour un peu plus de H. Un peu moins de consommation pour un peu plus de participation. Un peu moins de désir de pouvoir pour un peu plus de convivialité. Un peu moins d'obéissance pour un peu plus de militance... Pas de quoi fouetter un chat. Pas de quoi entraîner l'adversaire sur un autre terrain que le sien (le nôtre encore bien que nous nous en défendions) : celui de la force brutale et de la connerie aveugle, celui qui coupe mortellement le souffle qui arrache des pieds et déchiquette des mains. Celui où on a besoin de se sentir cent mille parce qu'on a la trouille de se sentir seul.

Tout ça était dans Fournier, mais Fournier était en avance.

Tout ça était dans Gébé, mais Gébé refuse d'être autre chose qu'un artiste humoriste.

Tout ça est en chacun de nous. A chacun de nous, avec ses proches, d'être actuel, agissant, synchrone, adéquat. De quitter et le rêve, et l'art, et l'esthétique, et la politique de paroles, et le passé, et un avenir utopique, pour être présent à l'aujourd'hui pour vivre sa révolution dans chacun des gestes de chacune des heures de chacun de ses jours.

Et qu'on ne vienne pas me rebattre les oreilles (hein Boris !) de clichés : marginalisme, fuite, etc. Quand nous parlons de mettre notre quotidien en adéquation avec notre pensée, notre dit ou notre écrit nous ne parlons pas d'un marginalisme coupé de la réalité sociale et politique de notre temps. Nous parlons seulement d'avoir un vécu juste et fort qui nous rende justes et forts au moment de la lutte. Parce que la lutte, ce n'est pas seulement la manif, le terrain des luttes ce n'est pas seulement les prairies autour de la centrale, du barrage ou du camp militaire. La lutte, c'est ici et partout, maintenant et tout le temps. Nous parlons d'être vrais à tout moment.

Nous parlons d'établir avec notre groupe proche, ceux auxquels une affectivité où une tâche nous unit, des rapports autres que de simple agrégat hasardeux, ou de pouvoir, ou de sécurisation, ou, pire d'habitude. Nous parlons d'établir des rapports d'échange et d'amour dans des structures de survie qui nous évitent le maximum de compromission avec la société que nous combattons. De cesser de combattre, il n'en est pas question. Mais de cesser de combattre comme des moutons faibles, égarés dès qu'ils ne voient plus le berger ou que celui-ci se trompe, haïssant le chien mais courant à ses aboiements, obéissant à leurs chefs (ceux qui existent ou ceux qu'ils s'inventent) nourris et logés par et dans l'étable qu'ils veulent précisément détruire, laissant s'écouler chaque jour dans la même acceptation molle que celle de n'importe quel autre mouton, pour se croire lion à quelques moments privilégiés, choisis, sortis artificiellement de la réalité quotidienne. Militants, nous ne voulons plus l'être épisodiquement, presque par hasard ou par accident. Notre militantisme ne sera valable, efficace, crédible, costaud, que lorsqu'il fera partie partout et à tout moment de nos vies de

groupes. C'est d'ailleurs une des leçons importantes à tirer de Malville : on avait demandé aux participants de venir et de demeurer en groupe. Combien, parmi les non-violents, ont véritablement suivi cette consigne jusqu'au bout ? Ceux, et ceux-là seulement, dont le groupe n'était ni neuf ni de pure forme, mais qui avaient déjà en commun une pratique militante («serpent des luttes» par exemple). Les autres, même s'ils s'étaient sincèrement préparés, n'étaient pas «ensemble». Seulement côte à côte.

end. Si par malheur, il y avait de «regrettables bavures» dimanche, il serait net qu'elles seraient le fait du pouvoir et du pouvoir seul. Eux, sont au contraire raffermis dans leur conception de la non-violence parce qu'ils savent avoir réuni les principales conditions d'application d'une stratégie non-violente : des gens luttant chez eux, là où leur vie quotidienne a les deux pieds posés sur une terre qu'ils connaissent, qu'ils travaillent de la même façon et avec l'aide du compagnon avec lequel ils se retrouvent dans la lutte.

communiqué du Larzac après Malville

Plusieurs d'entre nous étaient à Malville les 30 et 31 juillet, et ont assisté aux événements principaux. Ils ont à dire ceci :
Ce très important rassemblement a réussi le tour de force unique depuis longtemps en France, de rassembler cinquante mille personnes pour une manifestation interdite. C'est, en ce sens, un succès.
Il a témoigné d'une forte opposition au démentiel programme nucléaire de la France.
Il a montré également la calme détermination de l'immense majorité des manifestants.
Il a permis à l'opinion publique de prendre conscience de la sauvagerie des formes dites de l'ordre, et de ceux qui les conduisaient.
En même temps, il a mis en évidence l'une des thèses des opposants à l'énergie nucléaire : la société nucléaire sera une société policière, centralisée et totalitaire.

Quant aux violences et à leurs conséquences :
Le gouvernement et les forces de l'ordre en portent l'écrasante responsabilité. Nous refusons de juger les jeunes gens qui, parmi les manifestants ont cru devoir user de violence. Il faut in-

criminer en premier lieu l'exaltation de la violence, répandue par une certaine presse, la télévision, et les gouvernements eux-mêmes avec leurs défilés militaires, leurs déclarations guerrières, l'institution d'un service militaire débilisant, et toutes les répercussions de cet état d'esprit dans l'éducation de la jeunesse.

En s'armant de matraques ces jeunes ont agi dans la logique gouvernementale
Il faut sortir de cet engrenage de la violence.

Or, au Larzac, nous luttons depuis sept ans, précisément pour renverser cette tendance au fatalisme de la violence.

Nous y travaillons :

- en refusant que nos terres servent à l'apprentissage du meurtre
- en nous défendant avec les méthodes et dans l'esprit de la non-violence active, seul moyen de lutter contre la violence sans y retomber soi-même.
- en accueillant chez nous des objectifs de conscience
- en développant la vie sur des terres que l'on veut stériliser, et en faisant du Larzac une terre d'accueil et de paix.

Puisse le rassemblement que nous organisons les 13 et 14 août sur le thème «Vivre et travailler au pays», être une contribution à cet effort.

Côte à côte, les paysans du Larzac étaient sans doute, il y a cinq ou dix ans. Il semblerait bien qu'aujourd'hui ils soient ensemble. Je suis montée sur le plateau, cette semaine, cherchant l'air, m'inquiétant des conséquences de Malville, désireuse de rencontrer d'autres formes de résistances. Ça va mieux. Le Larzac, la lutte du Larzac, a toujours été et doit demeurer notre manuel de non-violence active.

Ils étaient trois cents, à Malville, les gens du Larzac, répartis dans les trois rassemblements. Ils ont vu la plupart des erreurs commises par organisateurs et manifestants, ils ont été par ailleurs frustrés de l'information sur Superphénix qu'ils comptaient trouver dans les forums. Mais ils ne jugent pas. Ils n'ont pas peur non plus. Rien n'a changé, depuis leur retour, dans leurs projets pour le prochain week-

Pour tous ceux que j'ai rencontrés, lutte et survie ne sont pas deux moments séparés mais sont tissées ensemble, indissociables. Amis et compagnons de lutte sont les mêmes personnes. Ils le disent eux-mêmes : quelque chose d'irréversible a changé dans leur vies. Pour eux, l'après-Larzac (car il y aura un après-Larzac : ils comptent bien gagner un jour ou l'autre) sera encore quelque chose de passionnant.

Nous, ici, nous sommes nombreux à l'avoir décidé : l'après-Malville 77 est un commencement. L'enterrement de Vital-Michalon n'est l'enterrement d'aucun de nos espoirs. C'est seulement celui de nos compromissions molles.

A dimanche sur le Larzac, amis.

Et à chaque jour dans chacune de nos vies.

Larzac

la révolte paisible des gens du pays

(suite de la page 1)

dégradant est devenu, suite à des choix politiques démentiels, l'un des piliers de notre économie. Il nous rend complices, par l'État interposé, des pires régimes de dictature, tortionnaires et racistes. La fabrication d'armes envahit l'industrie, empoisonne la recherche scientifique. Ce « fait accompli » opère un chantage à l'emploi, qui contraint les travailleurs à accepter de produire des armes alors que, par exemple, la France ne produit qu'une faible partie de sa consommation de matériel agricole.

L'armée française n'est pas l'armée du peuple. Hier elle torturait en Algérie. Aujourd'hui elle brise des grèves, elle s'entraîne à mater des soulèvements populaires (thème de manœuvres récentes dans les Corbières). Par l'extension des camps militaires, elle expulse ceux qu'elle est censée défendre.

Contre l'implantation des centrales nucléaires

L'énergie nucléaire dite « pacifique » constitue en réalité l'un des plus graves périls modernes. Malgré d'incessantes mises en garde des scientifiques les plus compétents le gouvernement persiste, au mépris des populations concernées, à compromettre leur santé et leur sécurité.

Sait-on, par exemple, que certains déchets de centrales restent radioactifs pendant plusieurs centaines d'années. Or, aucune solution valable n'a été trouvée pour leur stockage.

Sait-on que le surgénérateur de Malville pourrait devenir, en cas d'accident, une formidable bombe atomique....

La vulnérabilité des installations nucléaires, leur enjeu stratégique, exigent une protection et un contrôle policier incompatible avec un régime de liberté. L'exemple des pirates de l'air laisse tout craindre de terroristes prenant le contrôle d'installations nucléaires.

Pour toutes ces raisons, nous sommes solidaires des habitants de la région de Malville et de leurs comités, menacés comme nous dans leur cadre de vie.

Contenu du rassemblement du Larzac

1) Nous voulons donner, cette année, un caractère plus offensif à notre manifestation. En 1973, avec les Paysans Travailleurs, nous avons fait une marche en cortège vers la bergerie illégale de la Blaquièrre

alors en construction. En 74, après la moisson symbolique pour le Tiers-Monde, nous sommes allés remettre en culture un champ acheté par l'armée.

Cette année, nous irons sur le terrain militaire actuel, redonner vie à ce que l'armée détruit.

2) Des forums seront organisés : moyens d'échange, de rencontre. Chacun doit pouvoir dire comment il conçoit son avenir, comment nous le voyons tous ensemble, et comment nous donner les moyens de l'assurer.

Nous voulons démontrer que ceux qui ont choisi de se battre pour une autre société peuvent se retrouver quand ils le veulent, comme ils le veulent, pour confronter leurs expériences, pour s'unir.

3) Ouverture du rassemblement le samedi 13 août à 18 h. Clôture le dimanche 14 août à 18 h.

4) Cette action est un soutien, non seulement au Larzac, mais à d'autres luttes analogues. Nous voulons, une fois de plus, donner une occasion à beaucoup de se faire entendre sur le Larzac, Terre de libre expression, Paysans et autres travailleurs menacés dans leur cadre de vie et dans leur outil de travail, pour qu'ils viennent témoigner de leurs conditions d'existence, et de leurs luttes.

5) Nous nous adressons particulièrement aux organisations qui prennent en compte dans leurs organisations, les thèmes évoqués dans le présent appel.

6) Ce rassemblement, aux frontières et à l'intérieur du terrain de manœuvre, aura toute sa signification s'il est considéré par les participants et aussi par le Pouvoir, comme une pré-mobilisation pour le jour où des menaces d'expulsion se concrétiseraient sur le Larzac ou ailleurs.

Nous voulons que tous ceux qui répondront à notre appel repartent avec une certitude :

Il est possible de s'unir et de se battre victorieusement pour vivre, travailler, et décider au pays, ceci en dépit de toutes les technocraties.

Les Paysans du Larzac et le Comité Millavois de Défense du Larzac, fin mai 1977.

Cette action est déjà soutenue notamment par : les Comités Larzac, les Comités d'Action Viticole et tous ceux qui luttent à Malville, Naussac, Braud St-Louis, Vau-meilh.

rassemblement

Contre Six ans de résis

1

11-10-70 - Au congrès UDR à La Cavalerie, André Fanion, secrétaire d'état à la Défense annonce le projet d'extension du camp militaire du Larzac.

9 - 5 71 - Marche de protestation Millau - La Cavalerie organisée par le M.D.P.L. et des groupes d'extrême gauche - mille cinq cents personnes.

Juillet - Août 71 - Longue marche des jeunes «mao» sur le Larzac.

2

27 - 10 - 71 - Michel Debré, ministre de la Défense nationale notifie au préfet la décision d'extension du camp et annonce un plan de développement de la région.

6 - 11 - 71 - Manifestation à Millau à l'appel de la FDSEA - six mille personnes

7 - 11 - 71 - lecture en chaire d'une lettre signée de quarante prêtres et de leur évêque.

de Novembre 71 à Avril 72 - Une commission de concertation se réunit cinq fois, avec un médiocre résultat.

de Février 72 à Avril 73 - Mission d'Henri Tournier (ancien membre du BDPA) envoyé par Debré pour régler les problèmes du Larzac.

8 - 2 - 72 - A «information première», interview de Michel Debré et reportage sur le Larzac, «Terre déserte».

Du 19 - 3 au 1 - 4 - 72 - Jeûne de Lanza del Vasto à La Cavalerie.

Du 24 - 3 au 8 - 4 - 72 - Grève de la SA-MEX à Millau rencontres ouvriers - paysans.

28 - 3 - 72 - Cent trois exploitants du Larzac prennent l'engagement de ne pas quitter leurs terres et de n'accepter aucune transaction.

2 et 3 - 4 - 72 - Opérations fermes ouvertes : trois mille personnes sur le Larzac.

13 - 5 - 72 - Debré notifie au préfet sa décision quant au périmètre d'extension du camp.

14 - 5 - 72 - Manifestation à Brédouze

du. 12 - 2 au 5 - 3 - 75 - Enquête parcel-
laire ouverte dans les mairies de onze com-
munes.

12 - 2 - 75 - Dans dix communes la police
doit intervenir pour faire ouvrir les portes
de la mairie. A Millau les gendarmes ont
le dessous, des dossiers d'enquête sont
brûlés.

20, 25 et 27 - 2 - 75 - Actions à Millau à la
Mairie et dans les rues.

21 - 2 - 75 - A onze heures dans dix com-
munes deux personnes pénètrent dans la
mairie et mettent en pièces les dossiers de
l'enquête. Sept des manifestants sont con-
duits à la gendarmerie.

1 - 3 - 75 - Des manifestants envahissent
la mairie de Millau et en expulsent le
commissaire enquêteur.

1 - 3 - 75 - Le ministre Yvon Bourges re-
çoit Jean Gabriac, député-maire de Millau
et une délégation de paysans. Il leur dé-
clare que la procédure va se poursuivre et
que les paysans partiront quand ils seront
lassés de résister.

5 - 3 - 75 - A trois heures explosion crimi-
nelle devant la maison d'Auguste et Marie
Rose Guiraud à la Baquière, les cloisons
et le mobilier sont détruits - les dix occu-
pants échappent de peu à la mort.

15 - 3 - 75 - Journée nationale de défense
du Larzac. A Millau, affrontement entre
manifestants et policiers.

2 - 4 - 75 - D'après le Canard Enchaîné,
Bourges voudrait « lâcher » le Larzac.

12 - 5 - 75 - D'après le Point, Giscard vou-
drait « lâcher » le Larzac.

13 - 5 - 75 - L'Élysée dément l'informa-
tion.

15 - 5 - 75 - Des tracteurs barrent la rou-
te à un convoi militaire qui montait sur le
Larzac.

25 - 5 - 75 - Assemblée constitutive de
l'association « Larzac-Universités ».

22 - 5 - 75 - Dans la nuit à l'Assemblée
nationale en réponse à Gabriac, et à la télé-
vision à I.T. 1, treize heures, Bourges
confirme une fois de plus le maintien du
projet d'extension du camp.

6 - 6 - 75 - Parution du N. 1 de « Gardar-
em lo Larzac », organe mensuel des pay-
sans et des comités.

du 8 au 15 - 6 - 75 - Les ouvriers de Lip
inaugurent leur parcelle sur le Larzac,
puis ils aident les paysans à terminer la
pose de la conduite qui traverse la R.N. 9.

19 - 6 - 75 - Le nouveau préfet Julien Vin-
cent reçoit une délégation des paysans du
Larzac.

19 - 7 - 75 - Sabotage de la voie ferrée sur
le viaduc de Vezouillac.

Juillet - août - septembre 75 - Des rassem-
blements ont lieu en différents « points
chauds » de l'hexagone où les luttes loca-
les sont reliées à la lutte du Larzac.

du 4 au 14 août 75 - Sept représentations
de la pièce « des moutons, pas de dragon »
par le groupe de la Cartoucherie et des
militants.

30 - 9 - 75 - Le député Robert Fabre est
reçu par Giscard et lui rappelle que le pro-
blème du Larzac n'est pas résolu.

de l'Est : « Notre cause est aussi la vôtre.
Nous combattons comme vous pour une
véritable justice, pour une véritable liber-
té, pour une véritable paix entre les hom-
mes ».

22 - 12 - 75 - Devant le Conseil général,
le préfet Julien Vincent déclare qu'il n'est
plus question de prendre l'arrêté de cessi-
bilité, que la contrainte est levée, qu'une
grande idée est à poursuivre : la cohaba-
tation sur le plateau entre les militaires et
les paysans.

Les paysans se félicitent de la renoncia-
tion à l'arrêté de cessibilité et demandent
l'annulation de l'arrêté d'utilité publique
du 26 décembre 1972. La plupart refu-
sent la cohabitation et veulent que le
camp soit maintenu dans ses limites
d'avant 1970.

20 - 2 - 76 - Le recours contre l'arrêté
d'utilité publique vient en séance publi-
que devant le Conseil d'état. Le commis-
saire du gouvernement plaide vigoureuse-
ment en faveur de l'extension du camp.

5 - 3 - 76 - Le Conseil d'état rejette le re-
cours des paysans du Larzac et du Conseil
régional du Midi-Pyrénées. L'arrêté d'uti-
lité publique se trouve donc définitive-
ment confirmé. Mais, après ses déclara-
tions du 22 décembre 1975, le préfet ne
peut se permettre de prendre l'arrêté de
cessibilité. Face à cet imbroglio adminis-
tratif, les défenseurs du Larzac devront
rester fermes et vigilants.

28 - 6 - 76 - action des paysans qui péné-
trent à l'intérieur du camp pour prendre
les dossiers concernant les ventes de ter-
rains.

2 - 7 - 76 - Procès des « vingt-deux » à
Millau condamnés à cinq ou six mois de
prison (sursis partiel ou total, avec trois
ans de mise à l'épreuve).

3 - 7 - 76 - Sept des agriculteurs emprison-
nés sont remis en liberté

13 - 7 - 76 - Les huit hommes incarcérés
sont transférés à Montpellier. Les deux
femmes sont libérées.

17 - 7 - 76 - L'armée fait sauter à l'explo-
sif de la ferme de Cap d'Ase.

20 - 7 - 76 - La Cour de Montpellier ac-
corde la liberté provisoire aux huit der-
niers prisonniers.

25 - 7 - 76 - Rassemblements à Montre-
don : labour et moisson « sauvage » sur les
terres appartenant à l'armée.

15 - 8 - 76 - Le juge des référés de Millau
se déclare incompétent pour ordonner
l'expulsion du squatteur.

7

OCTOBRE 76 - Occupation puis expul-
sion de la ferme de Cavaliès. Début de la
construction par les paysans d'une habi-
tation et d'une bergerie sur un terrain de
la SAFER jouxtant la ferme.

24 - 10 - 76 - Dislocation d'un défilé mil-
itaire à Millau par deux cent cinquante
Millaudiens et Larzociens.

25 - 10 - 76 - Les gendarmes expulsent les

Au Larzac Le quo est poli

Depuis six ans, le Larzac est un symbole
vivant. Quand on le traverse de ferme en
ferme on s'aperçoit qu'une autre vie est en
train de naître: Au larzac, il n'y a plus de
Monsieur ou Madame, pas même de Vous,
des prénoms seulement.

Tout le monde se connaît et si les structures
financières des exploitations ont peu chan-
gé, phénomène qu'il nous faudra bien, un
jour, analyser clairement, une avancée vers
une autogestion de comportement et de
créativité s'est vécue au Larzac depuis le
fameux jour où 103 paysans ont prêté
serment:

*Nous, soussigné, exploitants agricoles tou-
chés totalement ou partiellement par l'ex-
tension du camp militaire, pour mettre fin à
tous les mensonges ou insinuations qui ont
pour but de tromper l'opinion sur notre
véritable état d'esprit, nous confirmons
publiquement notre opposition au projet
d'extension, et, sûrs de notre bon droit,
nous prenons solidairement l'engagement
de repousser toute tentative de séduction ou
d'intimidation et toute offre d'achat.*

Comme de vrais paysans, ils ont su
enraciner leur lutte bien au delà du plateau
et, forts de leur slogan: Jusqu'où faudra-t-il
aller ? se sont permis de joindre Rodez en
tracteurs, de faire paître des brebis sous la
Tour Eiffel, de creuser une tranchée au
milieu de la nationale et même d'aller à
l'intérieur du camp militaire dérober un
certain nombre de documents.

Les voilà, avec l'horizon 78, sur le point de
réussir.

Entre temps leur action en a induite
d'autres qui se sont entremêlées, renfor-
cées. Il faut parler du GFA (Groupement
Foncier Agricole) qui a permis à des
milliers de personnes de devenir proprié-
taires d'une parcelle de terre au Larzac et de
bloquer foncièrement la possibilité d'exten-
sion du camp.

Les p dey

ne pouvoir communiquer avec l'autre au crane rasé, au béret rouge, l'autre dont on voudrait croire qu'il est encore capable de penser, de comprendre.

La tendresse n'existe plus, l'armée l'a tuée depuis longtemps et les regards, les paroles, les sourires ne veulent plus rien dire, l'armée a tout faussé. Elle a fait de ses hommes des grands angoissés et son fascisme fait peur, enraciné qu'il est dans cette société de surconsommation, de pouvoir et d'aliénation.



Cavaliès: la ferme occupée par l'armée (photo Didier / GOCNV)

Cavaliès, est-ce un espoir de résistance ou un cri de désespoir, comme le témoin de toutes ces vies écrasées, torturées, blessées de par le monde, de tous ces êtres meurtris à vif par une société du non amour ?

Parfois, à Cavaliès, un appelé fait le pas et vient donner un coup de main aux bergers.

Espoir ou désespoir ?

georges didier

Le face à face avec l'armée continue

La G.O. a déjà parlé de cette ferme de Cavaliès sur le Larzac. Souvenez vous : le 4 Octobre 1977, les paysans et habitants du Larzac et même de Millau installent deux jeunes agriculteurs dans une ferme vendue récemment à l'armée par Mr De Bernis spéculateur patenté et PDG de Néogravure.

Pour les aider à démarrer, une quarantaine de brebis portant l'agneau sont aussi installées dans ces bâtiments. Chacune d'entre elles vient d'un troupeau de paysan.

Trois jours plus tard, les occupants sont expulsés à 2 h du matin par un bataillon de gendarmes mobiles.

Réaction immédiate : on installe un campement sur un terrain limitrophe aux bâtiments et appartenant à la SAFER. Celle-ci nous en donne l'autorisation.

Après une semaine très pénible et fertile en événements « tabassages, destruction du campement, etc » il est décidé en AG de construire un bâtiment en bois pour loger les deux « squatters » et leur troupeau, de faire le siège de la ferme en exploitant malgré tout les terres et les pâturages. En quinze jours une habitation de 15 x 5 m est construite : 50 m² pour les brebis, 25 m² pour les bergers. Ce n'est pas une action marginale : à l'inauguration, il y a la CFDT locale et la FDSEA, la chambre d'agriculture et ... j'en oublie.

Tout cela sous les regards désabusés des sentinelles. Si un jour, ils nous empêchent de travailler un champ, le lendemain, il y aura, 10, 20 ou 30 tracteurs dans ce champ.

Nous avons commencé la construction d'une bergerie illégale (pas de permis de construire), financée par les refuseurs d'impôts. Nous y abriterons, bientôt, deux cents brebis. Il nous faut construire aussi de nouvelles pièces d'habitation, pour passer l'hiver prochain, dans de meilleures conditions.

L'armée n'est pas prête de nous décourager. Le coin est très attachant et plus on le connaît et moins on a envie de le leur laisser.

Un seul point noir dans notre horizon : le fric.

Au départ, nous avons la ferme intention de nous débrouiller par nous-mêmes, sans avoir à faire d'appels aux dons. Nous pensions prouver qu'il est possible de vivre sur cette terre soi-disant stérile.

Pour ça, nous avons fait un emprunt pour acheter le troupeau et le matériel agricole et vivre quelques mois en attendant la première rentrée d'argent.

Une semaine après le début de l'occupation, nous aurions dû rentrer 100 brebis prêtes à agnelier dans la bergerie de Cavaliès. Nous avons trouvé le troupeau, Trois mois

Les Truels L'enracinement

Il n'y a que l'Arche qui peut vivre aux Truels. Le 5 Octobre 74, deux couples de la commune arrivaient avec des paysans pour s'installer du plateau: Les Truels. L'armée, ayant eu arrivée la première et avait occupé ce qui était connaître ces fous de l'Arche qui ont tout simplement restait : l'inhabitable ! Et l'armée, dégoutée jamais revenue. Elle n'a pas osé toucher à ce qui est, prie, dansent, travaillent dur la terre, tissent l'âme de potier, vivent avec peu, reconstruisent les amis dans la France entière.

Et peu à peu, les Truels se sont enracinés. Devenus des paysans à part entière et sont communi- vie en communauté donne à quelques-uns militante sur le plateau. Si idéologiquement contestée, par le témoignage de leur vie, les Truels sont devenus hommes du plateau avec au fond envie: que leurs pieds chaussés de sandales ne soient roc qui sert de fondation aux Truels.



rier

rrer un
estisse-
ivre in
on y a
e. La
rés vite
monau-
four et
il faut
es une
travail.
écisant
CCP
ier.

Truels

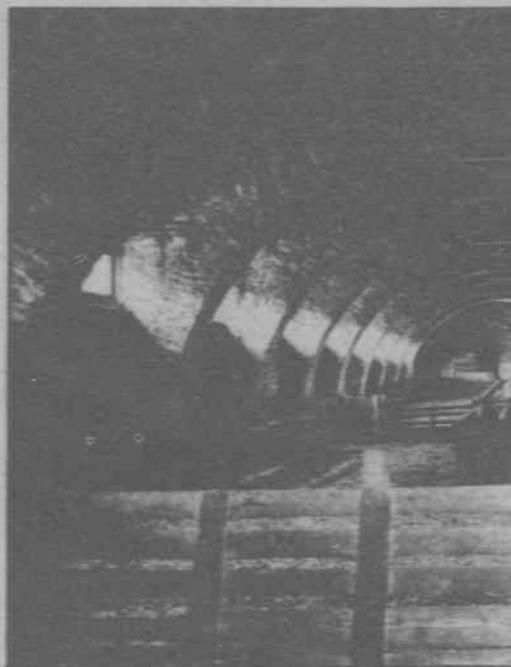


La Blaquièrre La bergerie

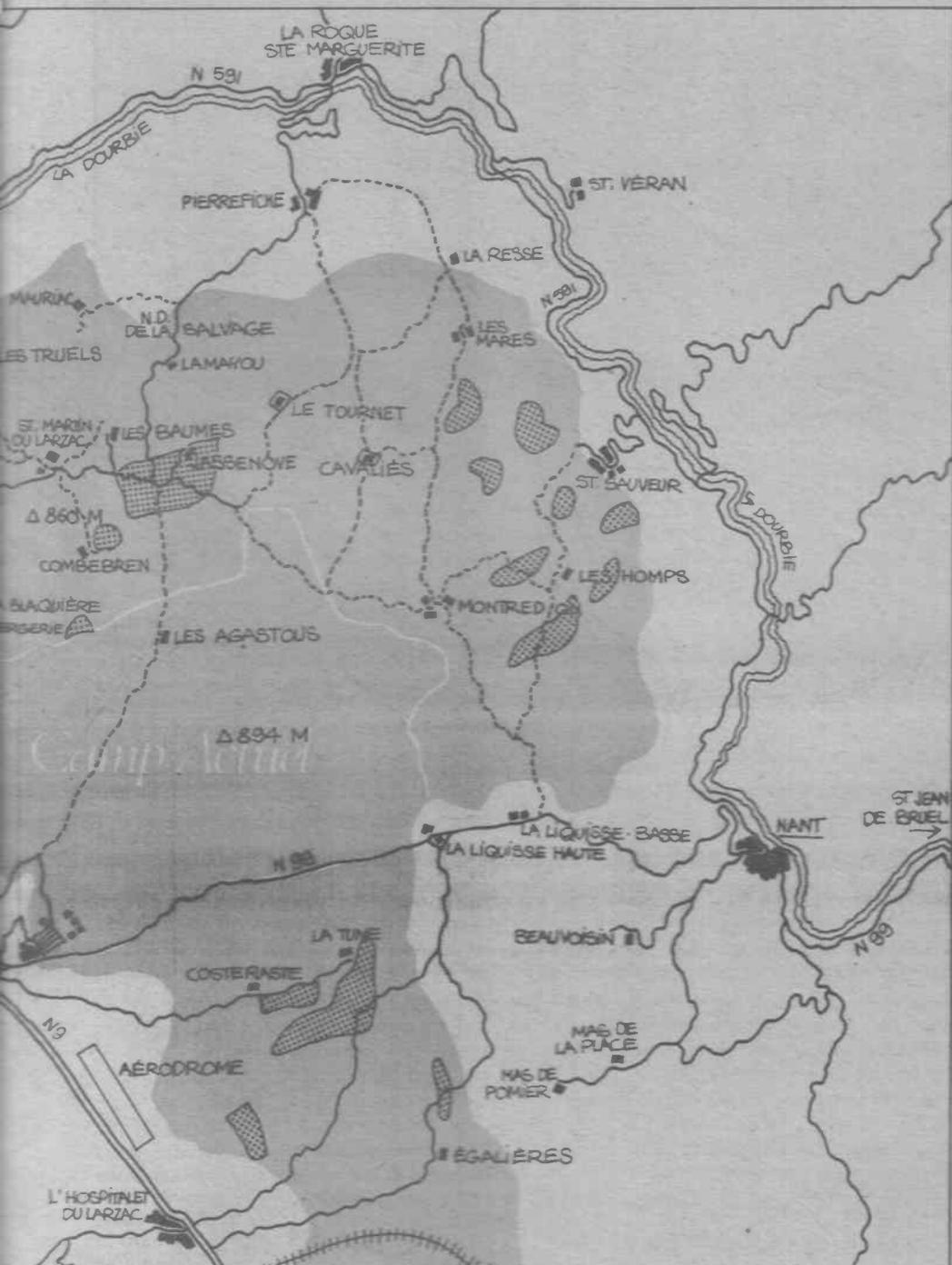
La blaquièrre avait une bergerie qui tombait en ruine. À cause de son petit périmètre d'extension, il ne pouvait être questré. Il fallait donc construire dans l'illégalité.

Dans le même temps, les refuseurs de l'impôt foncier ont alors convergé dans ce qui fut le premier village de la région. Construire illégalement une bergerie à l'intérieur d'un terrain non versé à l'état. La première pierre fut posée le 2 février 74.

Le défi de la désobéissance, à la Blaquièrre, s'est fait



La bergerie illégale de la Blaquièrre (photo GOCNV/Didier)

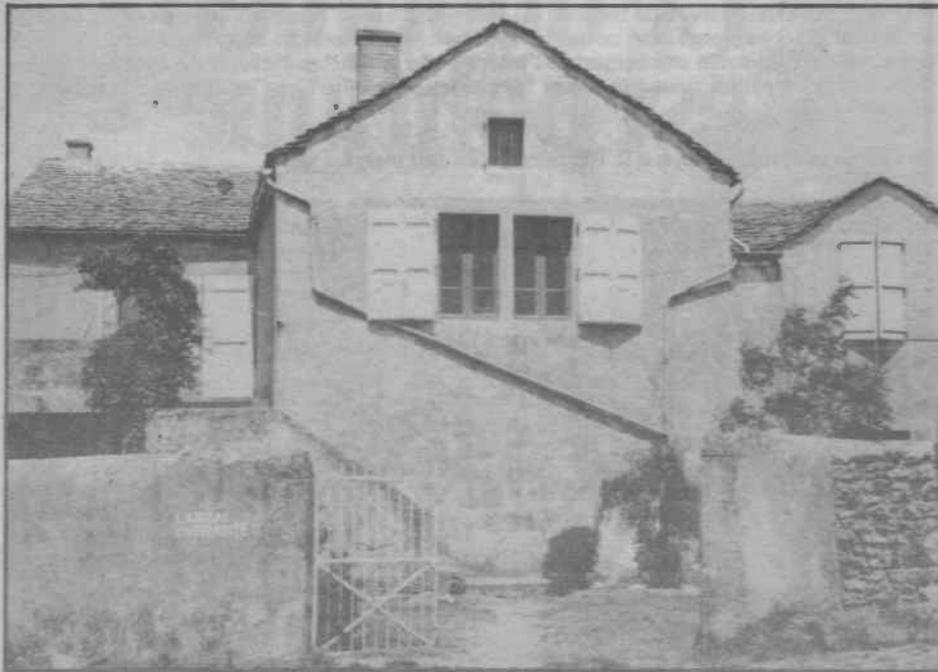


Les Marre Ne pas séparer le p



Larzac

A Montredon Larzac Universités Populaires



Maison de Larzac Universités populaires à Montredon (photo GOCNV/Didier)

Larzac-Universités populaires est une association (loi de 1901) fondée le 19 Mai 75, qui se définit comme un moyen de lutte contre l'extension du camp militaire et une tentative originale de redonner vie à une région vouée à la désertification par la politique du pouvoir en place. Ainsi nous voulons, disent ses membres, *promouvoir des rencontres entre paysans, ouvriers, employés, techniciens, universitaires... à l'air libre, sur le Larzac libre. Pour nous le savoir n'est pas une affaire de spécialistes, nous avons tous à nous enseigner les uns les autres et la parole doit sortir de l'univers clos des salles de cours où l'on pense pour nous.*

Ils se sont donc portés acquéreurs d'une maison dans le périmètre d'extension. Les terrains qui entourent la maison appartiennent à l'armée. La piste qui permet l'accès à Montredon traverse le camp actuel, ce qui permet quelques rencontres.

Larzac Universités Populaires a organisé déjà plusieurs stages sur le nucléaire, le solaire, la biologie, l'école, l'antipsychiatrie. Un stage vétérinaire a été très intéressant car il s'est appuyé sur une enquête dans les fermes du plateau. Ce stage a permis de donner de nombreuses informations (notamment sur l'hygiène animale) aux paysans du Larzac. Un stage histoire a aussi fait un remarquable travail sur: *la mémoire populaire et l'histoire régionale* sur le

plateau, à Millau et dans les villages de la vallée.

Enfin, l'année dernière, pour Pentecôte, Larzac Universités Populaires a organisé la rencontre *Libertés* qui, bien que généralement boycottée par les comités Larzac, a été une réussite.

Pour l'avenir, Larzac Universités Populaires prépare une rencontre sur la gazéification du fumier et un nouveau stage vétérinaire, mais surtout accueille du 16 au 21 Août 77, une rencontre internationale organisée par le CUSPE (Comité Unitaire de solidarité avec le peuple d'Espagne). Le CUSPE attend 3 à 5000 personnes de toute l'Europe et a invité les lecteurs de GOCNV.

Larzac Universités Populaires est autonome de tout mouvement, de l'APAL, du GFA, des Comités Larzac et de la GOP.

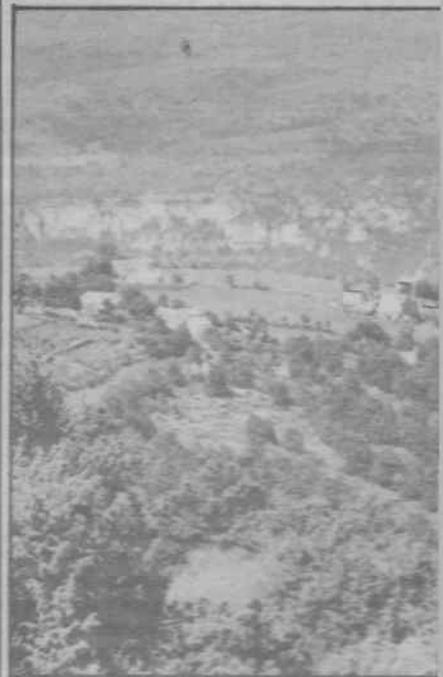
Son conseil d'administration est composé pour un tiers de paysans, pour un tiers de Millavois, pour un tiers de membres extérieurs.

Tout le monde peut devenir adhérent (20 F. minimum).

Renseignements et secrétariat : Madame Clavel, 4 rue Droite, 12 000 Millau.

St. Sauve Permis de cons

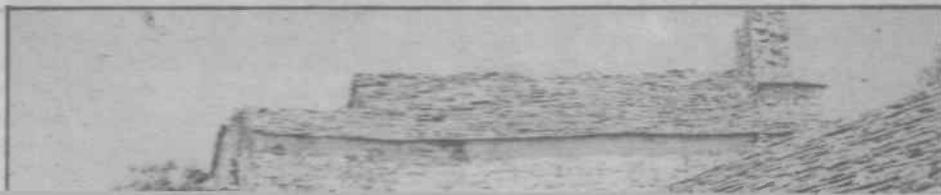
François et Marie-Jo MATHEY se sont associés en GAEC avec les MAURON ont redonné vie à ce village du Nord-Est du plateau. A l'intérieur du périmètre d'extension ils ont construit une très grande bergerie car, par erreur sans doute, l'administration leur a accordé le permis d'



Un départ est prévu le samedi 13 Août de Lorris à 5h 30 et d'Orléans à 6h 30. Inscriptions auprès de Roger Coly, Quières/Bezonde - 45270 Bellegarde, Tél: 951347. (environ 110F. de participation).

Le Cun Les truilles pou

Comme nous l'avions annoncé dans notre numéro 167, les célèbres squatters du Cun viennent de reprendre le fil à plomb et la truille. Après la manif, ils auront bien soin d'un sérieux coup de main.



cherche et à la réalisation d'une défense populaire non-armée. Cela grâce à :
- un centre de documentation et de recherches (articles de journaux, livres, revues et autres publications, militaires et non-violentes, de France et de l'étranger, fichiers, etc.) qui est aussi un centre de rencontres où seront organisées des sessions d'information et de formation pour tous ceux - groupes et individus, civils et militaires - qui sont intéressés par ces recherches.

Les animateurs de ce centre, nos amis du Cun, tout en participant à notre lutte, partagent notre vie quotidienne (travaux agricoles) et contribuent à notre réflexion sur les problèmes de défense. Ils occupaient pour cela depuis octobre 1975 une ferme achetée par l'armée dont ils ont été chassés en octobre 1976. C'est donc pour donner à cette entreprise une plus grande dimension et créer de meilleures conditions de travail et d'accueil que nous allons entreprendre la construction de nou-

veaux locaux. En 1973 et en 1976, en bâtissant les bergeries illégales de la Blaquièrre et de Cavaliès, nous avons voulu affirmer notre volonté de vivre et travailler au pays.

En 1977, en construisant un centre de recherches et de rencontres pour la paix nous voulons affirmer la dimension universelle de notre lutte.

A cette occasion, nous appelons dès maintenant des volontaires à nous aider pour la construction. Ils trouveront sur place des possibilités de ravitaillement.

Un appel financier a été lancé pour soutenir cette réalisation, en même temps qu'est créée une société civile immobilière. Les parts de deux cents francs sont à faire parvenir à Maître Guy de Roquetaillade, 6 Place du Mandarous, 12100 Millau, au nom de Scicun.

Pour tous renseignements sur le chantier, écrire au Cun (Chemin St-Martin à Pierre-fiche) 12100 Millau.

Les Paysans du Larzac

Collabos

N'allez pas croire qu'au Larzac tout baigne dans l'huile. Il y a des gens qui, sans être militaires, sont partisans de l'extension du camp. Si, si !

Pourquoi ?

Parce qu'ils pensent que l'armée est un moindre mal et qu'il faut lui donner les moyens de s'entraîner ? Nenni.

Parce qu'ils espèrent pouvoir ainsi caser leurs filles à de beaux lieutenants ? Pas davantage.

Alors ? Besoin d'être du côté du manche ? Peut être, mais pas seulement.

En fait cette prise de position est à la fois d'origine géographique et sociale.

C'est que les bougres habitent tous La Cavalerie (le village le plus proche du camp actuel), qu'ils sont bistrotiers de profession et qu'ils espèrent que l'arrivée en force de troupes sur le camp fera revivre leur petit commerce.

Car pour le moment tout ce beau monde végète... ce qui permet aux esprits de battre la campagne.

On rêve donc au bon vieux temps, celui par exemple de la guerre d'Algérie. Douce époque pour le Larzac alors transformé en camp de concentration pour les membres du F.L.N. et assimilés. En ces temps bénis le personnel de gardiennage était nombreux et avait la dalle en pente.

Ce qui chagrine un peu ces braves gens c'est qu'étant notoirement à contre-courant, ils ont un mal fou à faire des adeptes.

Qu'à cela ne tienne. On peut être peu de chose et faire tout de même beaucoup de bruit. Ainsi a-t-on vu se créer il y a quelques mois un «Mouvement pour l'Ordre et la Paix sur le Larzac» (tout un programme !) qui ne cesse d'inonder la presse locale de communiqués haineux à l'idéologie fleurant bon le pétainisme.

Tout cela serait sans grosse importance si l'armée n'avait saisi la perche et n'en profitait pour avancer ses pions. Il est désormais de notoriété publique sur la Causse que les communiqués de presse du M.O.P.L. sont largement inspirés par la sécurité militaire.

En voici quelques extraits, cueillis dans le Midi Libre qui semble prendre son pied à publier ces bruits de chiotte.

J.L.S.

«Les positions prises récemment, à la faveur des événements du Larzac, par certains prêtres de Millau, a ouvert un débat sur l'engagement de l'Église à «la condition des hommes» (...).

Le Mouvement déclare ne pas approuver «ce qui a été dit et fait parce qu'inutile, déplacé et inspiré par une passion partisane» (...).

Y a-t-il dans l'Évangile ou le concile l'ordre de désarmement unilatéral ? (...).

Avez-vous une réponse du ciel pour le type de centrales nucléaires qu'il faut faire ou ne pas faire ? (...).

Un paysan qui laisse sa terre dûment indemnisé (avec le risque de spéculation que cela comporte) et peut en acheter une autre connaît-il une situation plus dramatique qu'un travailleur du pays (son voisin, son frère) que le camp n'em-



Le samedi 13 au soir, auront lieu six forums séparés. Chacun aura sa propre animation. Les thèmes seront :

● Paysans du Larzac :

- historique de la lutte
- luttes paysannes : Naussac, Vau-meilh, Braud St-Louis, Berger-Basque, Paysans de la Charente, le Pellerin, Portugal, etc...

● Viticulture :

- les viticulteurs du Midi notamment de l'Aude et de l'Hérault.

● Luttes ouvrières :

L'organisation en est confiée à la CFDT de Millau et à la coordination des luttes.

Ce forum fera témoigner des luttes comme Lip et Teppaz, parlera des foyers Sonacotra, des groupes femmes dans les entreprises et d'un certain nombre d'autres luttes.

● Armée et militarisation :

Plusieurs thèmes seront abordés dans ce forum :

- objection avec la FEDO, les CLO, la Coordination des renvoyeurs de livrets militaires

- lutte dans les casernes : avec IDS, CNSLS, le Collectif des anciens engagés

- militarisation de la société : avec le Cun du Larzac, et les luttes de Canjuers, Fontevraud et Creil

- insoumission totale : avec le Groupe Insoumission Totale et Insoumission Collective Internationale.

- alternatives à la militarisation : avec MDPL, MAN, MIR, UPF.

● Occitanie :

Ce forum aura pour sous-titres : Autonomie, Autogestion et Nationali-

«Les Allemands et le Larzac. Sous ce titre, le Mouvement pour l'Ordre e Voici deux mois nous avons publié dans c

MATIERE A PROCES

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Page 16 — 7 août 1977

— Qui sont ces écologistes violents ?

— Il y a parmi eux, comme chez les gauchistes français, une majorité d'étudiants.

— Pas d'ouvriers ?

— Très peu... Vous savez, la guérilla urbaine n'est pas un mouvement d'analphabètes, mais d'intellectuels, étudiants, professeurs, avocats...

Les vrais patrons sont des personnages au-dessus de tout soupçon, qui ont pignon sur rue, mènent une activité normale et paisible.

Ces gens-là n'ont même pas de but politique. Ils cherchent seulement à infliger un maximum de dommages à une société qu'ils abhorrent, mais sont incapables d'abattre... Dites-vous que ces gens-là ne représentent rien. Ils en sont conscients, mais cela ne les dérange pas.

Pour Malville, le travail a commencé, conjointement avec les Français, en février et mars derniers. J'ai vu les plans qu'ils ont distribués à leurs commandos : tout y figurait, même les emplacements éventuels pour des charges de plastic.

— Et même des cerfs-volants ! A Malville, les gendarmes en ont découvert plusieurs.

De notre envoyé spécial Victor FRANCO



Ça ne suffisait pas du carnage de Faverges, après trois jours de gadoue, de froid et de pain mouillé. Ça ne suffisait pas de rentrer chez nous à bout de nerfs et de fatigue, au bord de la nausée, avec des images de pieds coupés, de doigts arrachés qui nous collaient aux yeux. Il a fallu s'appuyer les Commentaires, les Récits et les Opinions de la Presse. Pourtant, c'est marrant, il m'avait bien semblé voir les chers confrères davantage préoccupés de recueillir des témoignages auprès de ceux qui s'étaient trouvés en première ligne, que d'aller y voir en personne si les grenades étaient offensives ou pas.

Dès le début, on a eu droit à la radio. France-Inter balançait sans vérification les « informations » de la bande à Jannin. « Les allemands cassent tout à la mairie de Morestel », et prout ma chère, ça c'est du journalisme. Nous qui étions déjà dans la zone interdite, nous avons pris la peine de téléphoner chez des amis, qui nous ont dit « Tiens, pourtant c'est calme, enfin bougez pas, on va voir et on vous rappelle », et bien sûr il n'y avait rien eu, que trois ou quatre vitres en éclats... Mais ça fait rien, la France des connards avait eu le temps de cracher « Putains de boches ».

Rayon quotidiens, les professionnels du fumier se sont surpassés. On a beau les connaître, impossible de s'y faire tout à fait : ces mecs de l'Aurore, du Figaro, de France-Soir et d'etcetera savent reculer chaque jour les bornes de la connerie et de la haine. Quand ils publient des photos de manifestants, ils ne mettent pas de cache sur les visages, on reconnaît bien le type qui s'apprête à lancer un caillou.

Quand ils racontent la manif, ils titrent « Des casseurs déterminés à en découdre » (Le Figaro du 1^{er} août) : au moins là, on est informé, on a tout de suite compris qu'il s'agissait d'un rassemblement de cinquante mille opposants au nucléaire en général et à Super-Phénix en particulier.

D'ailleurs, ce Figaro du 1^{er} août, c'est un trésor de contre-vérités. L'envoyé spécial de la maison a vu des trucs vachement étonnants, comme par exemple un gendarme avec le bras « complètement arraché ». Il a vu la mairie de Morestel envahie par une dizaine de mecs, « toujours des allemands », alors qu'il s'agissait de trois jeunes un peu bourrés et pas très teutons. Et quand Jannin-Walker lui a dit, à cet envoyé de mes deux, que les perquisitions dans les campings avaient permis de « saisir bon nombre d'armes », il s'est dépêché de transmettre ça à la France. Sans crainte du ridicule. Une photo dans le Matin de Paris se chargeait de rendre aux choses leur importance. Jannin avait saisi quelques bidons, quelques masques et des tuyaux...

Au Figaro, ils ont les moyens : ça ne suffisait pas d'un mec qui ait les yeux pleins de caca, ils en ont trouvé un autre, qui lui, a les oreilles bouchées. A la réunion des socialistes à Courtenay, l'individu Léridon a entendu un écologiste, « le cheveu long, la barbe hirsute, le jean délavé, effrangé, élimé », s'avancer vers Mermaz pour lui dire : « Nous sommes venus de Toulouse avec des moyens offensifs et défensifs pour réclamer l'arrêt total et définitif des centrales nucléaires en France. Quel soutien le PS pense-t-il pouvoir nous apporter ? ».

Il s'agissait de Toto, un rigolo ami d'Arthur, qui profitait de ce que Mermaz venait de se démarquer des Radicaux de Gauche pour se faire passer pour un militant MRG. Comprendre ce gag supposait qu'on ait déjà vu (en photo, parce que sinon...) un MRG, qu'on sache qu'ils appelaient à la manif. Mermaz, qui est un sale politiciard mais pas un abruti total, a finement répondu quelque chose comme : « Ah ben si vous êtes MRG, vous êtes scissioniste ! ».

A part quoi, Toto a les cheveux courts, pas de barbe et un jean en pas trop mauvais état. Ils mentent sur des détails comme ça. Ils étalent leur bêtise. Du même Léridon, le même jour : « C'est la Bérésina, lance une jeune fille qui, reposée et au sec, aurait sûrement un aspect fort agréable ». Avec une baby-doll et des porte-jarretelles, elle serait même tout à fait baisable, j'imagine, mais le Figaro ne parle pas de cul. Le Figaro parle de bonnes manières. L'Aurore aussi. Dominique Jamet est scandalisé : « A l'heure où la grande préoccupation semblait devoir être celle des départs et des retours, où il n'était question que de bouchons et de tiercé, dans un pays en paix où il n'est pas de problème qui ne puisse être posé et résolu de façon démocratique, quelle provocation que cette manifestation "non-violente" toute hérissée de gourdins, de barres de fer, de cocktails molotov ! ».

Mea culpa. Non seulement je suis un gauchiste (peut-être même étranger), non seulement je ne crois pas à la démocratie en France libérale avancée, mais j'ai encore le culot d'être une mal élevée qui n'hésite pas à gâcher les retours de vacances et le tiercé. « Vital Michalon, natif du Rhône, habitait à Die (Drôme). Voilà un martyr tout trouvé pour la cause antinucléaire ». Ça, c'est de Michel Dunois, qui fait des bouses dans l'Aurore, lui aussi. Parce que c'est sûr, il a raison, cet honnête homme : on ne cherchait que ça, un martyr. Je vais te donner un tuyau, Dunois : c'était tout arrangé d'avance.

En fait, maintenant, on sélectionne les manifestants, et on a décidé que les cardinaux iraient en première ligne mourir devant les photographes, rien que pour faire chier Giscard et Mitterrand. Il faudrait tout reprendre, s'arrêter à chaque ligne. On pourrait prouver que le fascisme dans ce pays, il n'est pas pour demain, il est là.

Le Méridional du 2 août : « Haro sur le Préfet », suivi d'un éditorial de Domenech, vieux plumitif maléfaisant, qui en appelle à la démocratie (c'est décidément le leit-motiv de la droite) et n'hésite pas à écrire que la presse « présente ce rassemblement comme une grande manifestation d'initiés (n'est-il pas grotesque de voir gratifier tous ces gens-là du beau nom d'écologistes ?) alors qu'elle s'adressait essentiellement à des ignorants, pour ne pas dire à des attardés ». Ignorants et attardés, on l'était. On ignorait qu'on allait prendre des grenades offensives sur la gueule. Et quand le préfet a déclaré par la suite qu'il n'aurait pas hésité à donner l'ordre d'ouvrir le feu, on s'est sentis vachement attardés. Mais nous, on est les brebis galeuses de ce pays démocratique qui ne s'étonne pas de l'emploi d'armes meurtrières et qui rouspète parce qu'on se fait arracher des mains, des pieds juste à l'heure du tiercé. C'était notre revue de presse, pas exhaustive, pas polie, et même un peu enragée sur les bords.

Anne VERGNE

P.S. : Cédric me fait remarquer que la presse locale s'est relativement bien comportée. Le Dauphiné par exemple, nous avait habitué à plus de hargne et moins de compréhension, c'est vrai. Le caractère fascisant des articles de la « grande presse nationale démocratique » n'en ressort que davantage.



A l'attention des divers confrères qui pourraient se reconnaître dans cet article, nous publions ci-contre une photo de notre collaborateur A. Vergne, accompagnée de quelques-uns de ses gorilles.

Sur l'album de la comtesse (la bise au «Canard») : «FAVERGES-MEPIEU»

Bourgoin les 6 & 7 août



M. MANNENT, le juge qui présidait à l'audience de flagrants délits du tribunal de Bourgoin les 6 & 7 août, est celui qui s'était déclaré *incompétent*, voici deux ans et demi, pour arrêter les premiers travaux de Malville.

S'il avait montré alors plus de sens des responsabilités, nous n'en serions peut-être pas là, et ce cauchemar d'audience n'aurait peut-être jamais eu lieu...

... Mais comment le lui reprocher ? Ne vient-il pas de faire la preuve de son *incompétence* ?

A Faverges, sur le terrain des affrontements, divers cocktails molotov et bouteilles d'essence ont été retrouvés. La complicité écologistes-compagnies pétrolières est à nouveau prouvée.

Somptueuse jeune fille un peu Punk rencontrerait Radical de Gauche, à tout hasard. S'adresser Anne Vergne, à la GO-CNV.

Suite procès Bourgoin, vendons 22 croissants cuisine et 22 fourchettes. Discretions assurées. S'adresser GO-CNV, BP 26, 71800 La Clayette.

Ci-contre, photo du service d'ordre non-violent gardant le tribunal de Bourgoin. On reconnaît MM. Bonhomme, Assella, Philibert, Rouzier, Lebreton et Cabat. (photo Paris Match).

témoignage:

"et le vieux con nous dit d'avancer"

Depuis quelques années, le Ministère des Armées a décidé d'intensifier les stages-commandos et c'est ainsi que la plupart des appelés sont amenés à les effectuer.

Mais, en quoi consiste un stage-commando ? Tout le monde l'ignore, avant d'obtenir quelques petits renseignements auprès des plus anciens.

On ne nous en avait pas parlé lors de notre passage au centre de sélection ! Aucune fiche, aucun dépliant n'y consacre un seul chapitre. Et pourtant, le C.E.C. (Centre d'Entraînement Commando) fait partie de la F.M.G. (Formation Générale Militaire).

Imaginez donc que, lors d'une guerre, vous vous retrouviez brusquement séparés de votre unité; votre véhicule est inutilisable, mais, miracle, vous et vos camarades êtes vivants. Alors commence la transformation et vous devenez un commando. Vous êtes en plein territoire ennemi et vous essayez de rejoindre les vôtres, en territoire ami. Jusque là, l'idée est possible. Mais voilà, ensuite, arrive l'absurde. Pour rejoindre vos lignes, vous devez franchir une série d'obstacles, mettant en jeu les notions d'équilibre, de vertige, de peur. Ces obstacles, vous les franchissez après des marches épuisantes (7 heures d'affilée), après avoir assuré votre ravitaillement qui reste d'ailleurs toujours insuffisant pour un tel effort physique, après avoir assuré vos patrouilles préservant votre sécurité et après avoir, enfin, effectué les différentes missions de destruction des objectifs ennemis. Après ces séries d'épreuves, si vous n'êtes pas mort de peur, de fatigue, d'épuisement, si vous n'êtes pas à l'hôpital avec une jambe ou un bras plâtré, alors, là, vous êtes le supercrack capable de porter fièrement, sur votre belle tenue de sortie, la médaille commando.

Mais, il s'en passe des choses entre le moment où vous apprenez la perspective du stage-commando à Vieux-Brisach... et la médaille.

A Stetten, en prévision, l'entraînement physique s'intensifie. Les longues et épuisantes marches de nuit apparaissent. On accentue le climat de compétition, ce qui commence à donner une idée de ce que sera l'ambiance dans les chambrées.

Après, c'est le grand départ pour Vieux-Brisach. Dès le premier jour, on comprend ce que sera notre enfer, pendant trois semaines. Tous les déplacements s'effectuent désormais au pas, en chantant des chants de paras, en courant, avec armes et bagages, depuis votre lieu d'hébergement jusqu'au vestiaire où vous déposez sac à dos, armes, ceinturons et casquettes.

Après un bref échauffement, vous êtes mis entre les mains d'un moniteur supervisé par un sous-officier (adjudant ou chef), digne du parfait abruti, (...).

17 juin 1977, un groupe de 8 paras traverse la Durance. 4 sont emportés. 1 réussit à se sauver. Dans la soirée, l'un des trois disparus est retrouvé noyé «blanc», c'est-à-dire asphyxié. Il a bien sûr son sac et son P.M.. Les deux autres demeurent introuvables.

En l'absence de guerre ouverte, l'armée continue à tuer. Par l'intermédiaire des stages-commando, elle décime les rangs des appelés. Ceux qui finissent les raids, représentent, au pire, 20% des effectifs de départ, au mieux, 50% ! Les autres sont à l'infirmerie, à l'hôpital ou ailleurs.

«Les opérations se succèdent et popularisent l'image de ces hommes d'une témérité sans égale, qui surgissent de la nuit pour porter des coups d'autant plus sévères qu'inattendus» proclamait le numéro d'Avril 1977 d'Armées d'Aujourd'hui, dans sa présentation d'un dossier apologétique sur les commandos.

Dans les mêmes moments, nous recevions un témoignage d'appelés, qui ont subi cette épreuve de soumission et ont crié leur révolte.

C'est un dossier GO - CNV !

Y.B.C.

La première semaine, ce sont les tyroliennes, les roulettes, les jungle-rop, le saut de Tarzan pour franchir des plans d'eau, des crevasses, bref, toujours un vide de 10 à 15 m sur une longueur de 10 à 20 m.

La deuxième semaine, ce sont les parois verticales : murs, murailles, rochers (les douves de Neuf-Brisach). Ce sont les différentes méthodes d'escalade que l'on apprend alors. Ces obstacles bien étudiés, il y aura un examen minuté précédé d'une marche-commando chronométrée de 8 km.

Et ce sont les accidents !! Il y eut, pendant notre stage, deux blessés graves dont nous n'avons plus eu de nouvelles depuis. Où sont-ils ? Que sont-ils devenus ? Le secret est bien gardé... Songez un peu que l'on vous fasse sauter du haut d'un mur de 5 à 6 m pour atterrir dans un tas de graviers. Le danger est important. Les accidents le prouvent : Ce sont des entorses plus ou moins importantes à la cheville ou bien la colonne vertébrale qui est touchée.

Et là, c'est la grosse surprise, la stupidité. Tous les obstacles avaient précédemment une sécurité. Plus maintenant... Il faut gagner du temps, toujours gagner du temps et la sécurité devient inutile et embarrassante. Tout devient très dangereux, mais, l'ambiance a tellement joué sur vous que l'on ne réfléchit plus. On est crevé, on veut en finir le plus vite possible, alors on force, on force pour être l'équipe la meilleure, la plus rapide. L'esprit de compétition fonctionne à merveille.

Parfois, dès le départ, certains de nos camarades refusent de passer les obstacles. Ce sont alors les habituelles brimades : humiliations (déconsidération aux yeux de ses camarades), mépris, châtiements corporels (claques, coups de pied) sans oublier, bien sûr, le chantage à la prochaine perm. Le clou du stage (là, où on se rend vraiment compte que l'on peut arriver à vous faire faire n'importe quoi, sans réfléchir, sans réagir) est l'opération survie.

Imaginez donc la situation : c'est la guerre (vous êtes les bleus et eux les rouges, bien évidemment). Vous avez été capturé. L'ennemi vous a dépouillé de vos vêtements pour vous en donner d'autres, trop grands ou trop petits. Vous n'avez plus ni lacets,

ni couteau, ni casquette, ni ceinture, ni allumettes. Vous n'avez plus rien. Vous êtes pieds nus dans vos rangers sans lacets et votre treillis n'est pas à votre taille... Par contre, l'ennemi vous a laissé votre arme avec ses cartouches. Eh oui !... C'est ainsi que «vous avez réussi à vous échapper» et on vous explique votre tenue en disant que vous avez été pris de vitesse, donc que vous n'avez pas eu le temps de vous mettre en «tenue». Que penser des Pompiers de Paris qui n'ont que trois minutes, eux, pour se mettre en tenue ? Jamais on a vu un pompier combattre l'incendie en slip.

Revenons à la réalité du C.E.C.

On nous fait entrer dans une salle où chacun se déshabille. En sortant, un gradé vous fouille complètement, cherchant la partie du corps susceptible de cacher l'objet salubre. Dans un couloir, on se rhabille avec des treillis trouvés en tas et on remet ses rangers sans lacets... et sans chaussettes.

Et voilà : vous êtes en «opération survie», l'exercice le plus débile et imbécile, pour la bonne raison que jamais une telle situation ne vous arrivera. C'est à vous de vous nourrir (pêche avec canne de fortune, chasse, cueillette). Vous voici redevenus Adam ou Robinson Crusoe pour quelques heures. Afin de motiver l'individu, vous avez effectué une marche de nuit d'une quinzaine de kilomètres... C'est ainsi que s'écoulaient les deux premières semaines qui seront clôturées par le gros morceau du stage : le raid.

Il sera la synthèse des deux premières semaines. Vous avez donc en même temps, l'opération-survie, la marche de 120 km en Forêt-Noire, des coups de mains (dynamitages d'objectifs ennemis), des gardes, des patrouilles, etc... Tout ceci, en treillis, rangers, armes, cartouchières et un sac à dos de 10 à 15 kg. Pendant quatre nuits et trois jours, vous vivez en Forêt-Noire, marchant la nuit, dormant le jour, très peu car un commando doit constamment assurer sa protection. Comme ce n'est pas suffisant, vous devez vous cacher au maximum, car vous avez un plastron qui vous mène la chasse. Le plastron sont des anciens qui vous suivent, font les parcours en camion et jouent le rôle de l'ennemi : vous en faire chier le maximum en vous volant votre duvet, votre ceinture, etc...

Mais, avec les anciens qui l'ont déjà fait, des bruits circulent

sur ce qui attend les copains. Il faut bien mettre fin à ces questions. Alors, vous avez droit à un somptueux reportage photographique où tout le monde a le sourire, où on ne vous montre que les meilleurs aspects (ballade en zodiac sur le Rhin, etc.). Bien sûr, comme par hasard, il fait même beau. Et puis, il y a aussi le petit discours démagogique du capitaine.

Mais, vous n'êtes pas encore tout à fait prêt pour devenir un commando. L'armée, dans un souci de justice, a décidé de faire passer, à chaque appelé, une visite médicale. Mais, déjà, on sait qu'il faut un nombre donné de participants et même si, par hasard, le médecin-aspirant vous déclare inapte, vous subiriez alors une contre-expertise du médecin-capitaine et, oh miracle, vous deviendriez apte.

Si même, après avoir employé toutes ces méthodes, le nombre n'est pas atteint, on fera appel aux anciens qui l'ont déjà fait, aux anciens qui ont eu des jours d'arrêt (...).

Ainsi, vous devez emprunter les chemins les plus escarpés, sans lumière pour ne pas se faire repérer, pleins d'embûches, des pentes de 20 % et il faut y aller à quatre pattes. Alors, on se souvient d'une certaine nuit où quelques-uns de nos camarades sont morts dans un tunnel à Chézy. On comprend mieux pourquoi ils avaient choisi un tunnel, bien que dangereux et interdit, pour gagner quelques kilomètres. Il est commun de voir des camarades marcher en dormant sur la voie de chemin de fer, pour ne pas se perdre. Que se serait-il passé si un train était arrivé ?

Enfin, après avoir marché, marché, encore marché, vous attendez une demi-journée pour recevoir votre médaille.

On veut nous faire croire que le stage-commando fait partie de la formation du militaire. Ce n'est en fait que brimades et humiliations pour nous apprendre à obéir, à plier, à baisser la tête.

Dès le retour à Stetten, tout l'entraînement physique est oublié. La forme que certains avaient, disparaît. Les brimades subsistent.

Aujourd'hui, ces stages-commando doivent cesser, ainsi que les humiliations subies tous les jours.

Des militaires de Stetten (F.F.A.).



SONDAGE

sur l'écologie

Voulez-vous vivre ?

Oui ; 100%

Non ; 0%



On veut un maçon
pour le chantier
des Circauds. Merci !



cattenon

AVIS FAVORABLE POUR LA CENTRALE DE CATTENON

La commission d'enquête chargée de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique concernant la construction d'une centrale nucléaire à Cattenon (Moselle) a rendu un avis favorable, à l'unanimité. Pourtant, 13 000 lettres, sur 15 000 reçues, étaient opposées au projet, comme trente-trois conseils municipaux. Le conseil régional de Lorraine était favorable. L'Association de sauvegarde de la vallée de la Moselle et le collectif anti-nucléaire de Metz poursuivent leur action pour s'opposer à cette construction, qui devrait commencer l'an prochain.

LIBRAIRIE

La bombe ou la vie

Jean Toulat 25,00 F.

Stratégie de l'action non-violente

J.M. Muller 27,50 F.

Psychanalyse Culturelle

Claude Bastien 10,00 F.

Le point sur l'Objection de Conscience

Cahiers de la réconciliation ... 2,00 F.

Survivre à Sévès

Scientifiques, militants, journalistes italiens 25,00 F.

Où on va, j'en sais rien, mais on y va

Fournier 15,00 F.

Y'en a plus pour longtemps

Fournier 40,00 F.

Le Défi de la Non-Violence

J.M. Muller 30,00 F.

Signification de la Non-Violence

J.M. Muller (CNV - 1974) 4,00 F.

Larzac : une lutte populaire non-violente

(CNV - 1976) 1,50 F.

César Chavez, un Combat Non-Violent

J.M. Muller 48,00 F.

L'Héritage : Quelle défense pour quel socialisme ?

J.M. Muller (CNV - 1977) 4,00 F.

La Force d'Aimer

Martin Luther King 22,00 F.

Bien-Naître

M. Odent 27,00 F.

Pour une Naissance Sans Violence

F. Le Boyer 23,00 F.

Soumission à l'Autorité

Stanley Milgram 35,00 F.

Techniques de la Non-Violence

Lanza Del Vasto 11,00 F.

Gandhi et la non-violence

Suzanne Lassier 14,00 F.

Les Quatre Fléaux

Lanza Del Vasto (2 volumes) ... 27,00 F.

La France Militarisée

..... 11,00 F.

Armée ou Défense Civile Non-Violente ?

(CNV - 1975) 6,00 F.

La Désobéissance Civile

Henry David Thoreau

(CNV - 1974) 6,00 F.

Le TOP

(MAN) 8,00 F.

L'objection de Conscience

Cattelain (Que-sais-je ?) 9,00 F.

La Justice Militaire

(TPFA de Metz) 9,00 F.

La Bombe en Question

(CNV - 1973) 2,00 F.

Bataille d'Alger, Bataille de l'Homme

J. de Bollardièrre 19,00 F.

Les Grévistes de la Guerre

Jean Toulat 25,00 F.

Le Guide du Militant

Denis Langlois 12,50 F.

GO-CNV Librairie

B.P.
71800 LA CLAYETTE

Participation aux frais de port selon vos possibilités.



N'oubliez pas Flamanville

MFourcade vient de déclarer que l'Est de la France avait atteint le seuil de saturation nucléaire. Il promet pour les années à venir, un effort particulier pour équiper l'ouest.

C'est une raison de plus pour ne pas manquer la grande fête anti-nucléaire du Cotentin qui se tiendra à partir de quatorze heures les 13 et 14 août prochain.

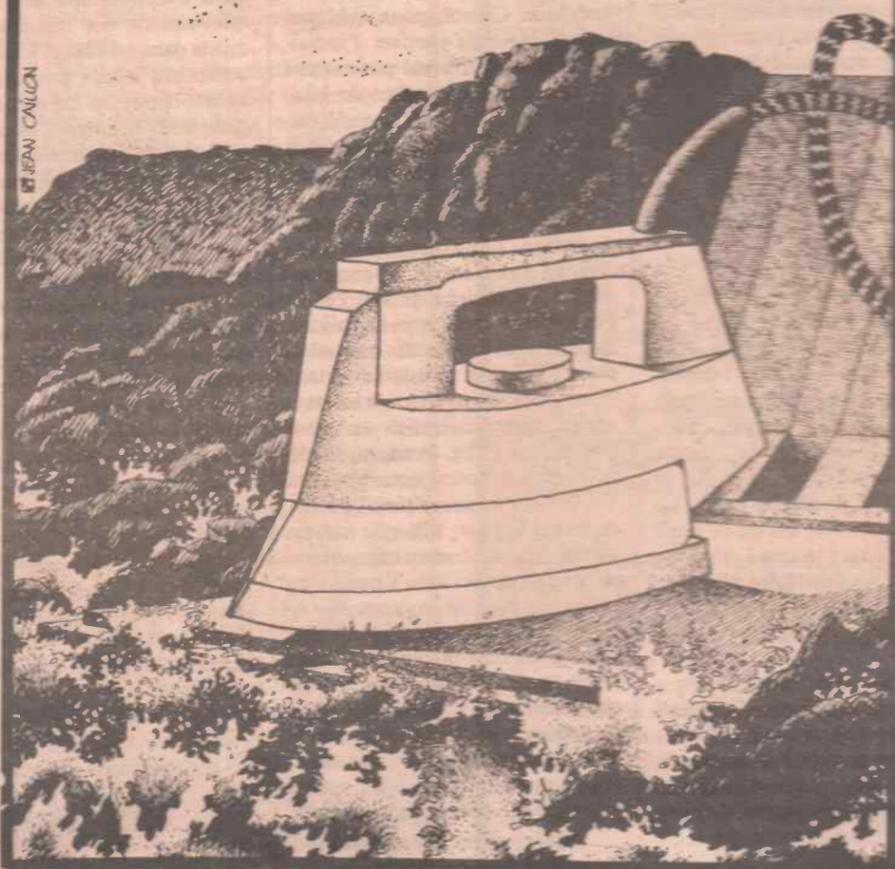
Au programme : Débats et carrefours, projections de «Condamnés à réussir» et «nucléaire, danger immédiat», montage diapo sur l'usine d'amiante Ferrodo de Condé sur Noireau, animation théâtrale et grand bal folk le samedi soir avec les «Goubelins», les fantômes anti-nucléaires du Cotentin !

Vous pouvez rejoindre dès maintenant la caravane d'information sur les dangers du nucléaire, Mont-St-Michel - Flamanville le 10 août au matin à Regneville, le 11 à Port-Bail, le 12 à Briquebec et le 13 à Cherbourg et Tourlaville.

Par ailleurs, trois des quatre personnes inculpées de destruction de matériel après l'incendie à Canville la Rocque d'un bulldozer appartenant à l'entreprise Lasnon qui travaille sur le site de Flamanville, ont comparu devant le tribunal de grande instance de Coutances. Elles ont été condamnées à six mois de prison chacune dont quinze jours ferme et à l'obligation de verser 42.000 francs de dommages et intérêts à l'entreprise concernée.

Etre à Flamanville les 13 et 14 sera aussi être au Larzac... A défaut de posséder le don d'ubiquité, les écologistes ont un choix simple à faire : celui de la lutte.

Y.B.C.



Le Serpent des luttes

St Maurice

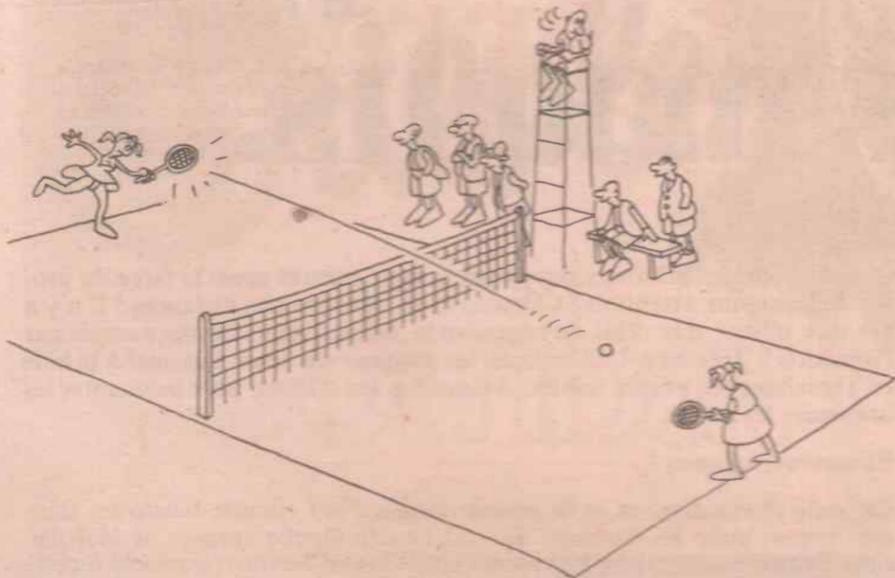
Les 20 rescapés de la seconde marche internationale non-violente pour la démilitarisation ont rejoint le 2 août, «l'orvet des luttes» à St Maurice l'Exil où les attendaient les membres du Comité de Défense contre la centrale. Le site de St Maurice - St Alban est prévu pour recevoir une centrale de 4 réacteurs PWR de 1300 MW chacun. Cependant, selon la CFDT locale, deux des quatre réacteurs seraient prochainement remplacés par deux surrégénérateurs de 1800 MW. EDF envisage déjà la construction de tours de refroidissement. Malgré l'avis défavorable des commissaires-enquêteurs, les travaux préliminaires ont commencé. Le Comité de Défense (appuyé par la marche) a occupé pendant quelques heures l'entrée du chantier. Ils entendaient par cette action attirer l'attention du sous-préfet et lui faire constater l'avancement des travaux exécutés par la Compagnie Nationale du Rhône. Le sous-préfet Guyader ne s'étant pas déplacé, les manifestants ont alors décidé de se rendre en délégation le lendemain matin à la sous-préfecture de Vienne.

Bien que présent et après de multiples négociations, le sous-préfet a refusé de rencontrer les manifestants. Pendant ce temps, les membres du Comité de Défense amenaient la presse locale ainsi que Louis Mermaz, maire PS de la ville.

Ce dernier attendra deux heures avant d'expédier deux représentants de la municipalité sur les lieux. Au même moment, la secrétaire de la sous-préfecture recevait un membre de notre délégation pour lui signifier qu'il était inutile d'attendre ; le sous-préfet ne nous recevrait pas.

Devant ce refus évident du dialogue, le Comité de Défense vient de mettre au point une stratégie qui obligera Mr Guyader et les élus locaux à intervenir. Pour les manifestants, il n'est pas question de céder un pouce de terrain. Mandrin

Sur le Terrain



Anti-nucléaire

75 **LE PIGEON VOYAGEUR**
diffuse une belle affiche (rouge et noir sur fond blanc) représentant un homme de dos avec une faux et qui fait face à une centrale nucléaire et portant le texte suivant : «Inactif aujourd'hui, radioactif demain - contre le nucléaire - résistance populaire» - 1,50 F. pièce, - 0,70 F. l'unité par 10 (plus frais de port). A commander à «Pigeon Voyageur», 65 Bd Arago 75013 Paris.

75 **MACHINATION CONTRE LA C.G.T.**
Les Amis de la Terre ont pris connaissance d'un document qu'une présentation habile prétend attribuer à la CGT. Dans celui-ci, tiré «une Politique énergétique nationale pour le développement économique et le progrès social», la CGT se déclarerait pour un «fort développement de la production et de la consommation d'énergie» grâce à l'exploitation accrue de toutes les sources notamment l'énergie nucléaire où «l'accent doit être mis particulièrement sur les réacteurs surrégénérateurs». Ce document constitue objectivement une machination contre la CGT et vise même à dresser les écologistes contre elle, et vice-versa, puisqu'il sous entend que la CGT rejette brutalement l'apport de la réflexion et de l'action des écologistes. Les Amis de la Terre de Paris appellent donc la CGT et les associations écologiques qui ont bien des membres, des sympathisants et des militants en commun, à faire oublier des assertions inexacts et provocantes. Au moment où M. Monory annonce que «les préfets recevront incessamment des directives du gouvernement pour prendre en main l'information sur l'énergie nucléaire» Il serait regrettable que la CGT leur prête main forte. Les Amis de la Terre, 3 rue de la Bucherie, 75005 Paris.

87 **LIMOUSIN URANIUM**
Rassemblement les 20-21 août avec marche sur Bessines pour lutter contre les mines d'uranium en Limousin. Venez vous informer, nous aider à informer une population qui commence tout juste à ressentir douloureusement la présence du C. E.A., état dans l'état, maître quasi absolu dans les faits si ce n'est en droit, des Monts d'Ambazac. Venez nous aider à protester contre le saccage à des fins contestables, d'une région, venez discuter avec nous de tous les problèmes posés par les mines d'uranium, premier maillon de la chaîne nucléaire. Venez «visiter» les mines d'uranium.
APMA Le Petit Coudrier 87240 St-Sylvestre
GRANV Camille Bonnaud Sagnat 87250 Bessines
CRIN S. Lagorce 25 bis Impasse Mauvendièrre 87000 Limoges.
Si vous voulez vous documenter, commander «Histoire d'U» par les Amis de la Terre, à Colette Vallée, La Fragneau, 58 Montsauche.

30 **INDISPENSABLE**
Le nucléaire et l'information 1977.
L'outil indispensable à tout militant anti-nucléaire, un maximum d'adresses, de renseignements sur le nucléaire dans un minimum de place : les films la vidéo, les montages diapos, les troupes de théâtre, les expos, les documents, les problèmes juridiques, les animateurs de débats, les groupes, les comités locaux, la presse, les services officiels, des tuyaux. Une petite brochure remarquable qui vous évitera (nous évitera) des recherches fastidieuses (je l'ai noté sur un papier que j'ai posé là, sur la table ce matin, je m'en souviens très bien) des coups de téléphone coûteux (Allo, t'aurais pas l'adresse de Lebreton par hasard ?) et tout ça pour 7 F. En plus c'est vert et ça tient dans une poche. Une petite merveille, que j'vous dis. A commander immédiatement aux : Ateliers Jadis Aujourd'hui, 30390 Domazan - tél. (66) 01-03-89.

73 **SAC**
Martine et Michel de Thann, gardez mon sac avec vous, je passerai vous le prendre cet automne. Je vous l'avais laissé le samedi 30 à Courtenay. Vous pouvez m'écrire si vous ne l'avez plus à l'adresse suivante : Marc Hollenstein. OTEL Chanteneige, 73840 Crest Voland.

13 **PERDU A MALVILLE**
J'ai oublié mon duvet pratiquement neuf sur le toit d'une voiture break avec un autocollant «Ecole de ski de fond» stationnée au camp de Poleyrieu. J'ai pas trop de fric et j'aimerais bien le récupérer. Si vous l'avez trouvé, renvoyez-le moi contre remboursement, ça serait sympa. France Soubise, 119 route de la Treille, 13011 Marseille.

27 **GISORS**
Seul, face à un important travail d'information, possédant une bonne base de documents, je vous rappelle l'existence du comité Malville de Gisors. Contactez-moi Gaultier Gabriel, 10 rue Pierre Semard, 27140 Gisors.

57 **SOLIDARITÉ**
A Cattenom, le dimanche 31 juillet, au cours d'une kermesse écologique, deux mille personnes se sont succédées pour manifester leur solidarité aux manifestants de Malville, et leur hostilité à la centrale de Cattenom. (info A.S.V.M. Cattenom)

69 **MALVILLE**
J'ai récupéré par erreur une tente à la mairie de Sermérieu. Tente Trigano, 2 places beige, double toit bleu. S'adresser après le 28 août à Marie-Joseph Beaudoin, 56 rue Baraban, 69003 Lyon.

Tutti-frutti

14 **AFFICHES**
«Mort de la mer, mort de l'homme» (62 X 44) par unité : 3 F, par 50 exemplaires : 35 F, par 100, 70 F. (plus frais de port). Adressez vos commandes au Groupe Ecologique de Honfleur, Le Poudreux, 14560 La Rivière St-Sauveur.

28 **PSYCHOLOGUES**
La rencontre de militants pacifistes et non-violents les 3 et 4 septembre à Charbonnières, il y a aura des psy (psychologues) et non des PSU comme une coquille nous l'a fait annoncer dans le numéro du 5 juillet. Inscriptions jusqu'au 25 août, auprès d'Albert Ratz, 12 rue St-Thomas, 28000 Chartres - tél. (37) 21-04-37.

60 **LA PORTE DU VIRAGE**
Organise une session sur la dynamique de groupe du 14 au 20 août : 1) Dynamique de groupe (verbal) : «travail sur le groupe (vécu physique et vécu verbal), analyse des rapports du groupe (fonctionnement du groupe verbal). 2) Séminaire de redécouverte de son corps-sexualité-créativité. Participation : 20 F. par jour, selon possibilité - La Porte du Virage, 15 grande rue, 60730 Uilly St-Georges.

35/53 **VIGNETTE AUTO ET DÉSŒBÉISSANCE CIVILE**
Dans le journal officiel du 1er juillet 1956 est publiée la loi N. 56-639 du 30/06/56, portant institution d'un Fonds National de Solidarité financé en partie par une taxe sur les véhicules à moteur en vue de promouvoir une politique générale de protection des personnes âgées par l'amélioration des prestations : la vignette auto était née.

La vignette est devenue un impôt indirect parmi d'autres, détournée de sa destination d'origine, impôts d'ailleurs augmentés à l'automne 76 selon la politique d'austérité du plan Barre. Nous proposons de lancer une campagne de contrôle populaire, de désobéissance civile et de redistribution. Voici notre proposition qui est ouverte à vos suggestions : Pour ce faire, nous trouvons localement un organisme ou établissement de vieux acceptant cet argent collecté par le montant des vignettes et nous faisons un système de reçus autocollants. Plus on sera de «fous» plus nous serons forts. Il faudra nous coordonner pour faire face aux amendes. Adresses : Philippe Mottier 53660 La Chapelle au Riboul Gino Maccarinelli, 11 rue de Lorgeril, 35000 Rennes.

10 **MARIE CERISE**
Qui pourrait nous aider à retrouver la trace de Marie Cerise et Jacques Brison qui ont habité à Fages dans le Lot en 1975... A moins qu'ils ne lisent eux-mêmes toujours la GO/CNV... Pascal et Claire Genneuret, 83 Av. des Lombards, 10000 Troyes.

09 **COSMOSE**
Le N. 4 de Cosmose est paru Spécial voyages. Voyages aux Indes, Mexique, Voyages dans la tête, voyages psychédéliques, 60 pages délirantes de fictions, récits, carnets de routes... Textes de Chaleil, Dubois Laing, Cooper, etc... 8 F. le N., abonnement 25 F. pour 4 N. à Cosmose, Cuilleré, 09420 Rimont.

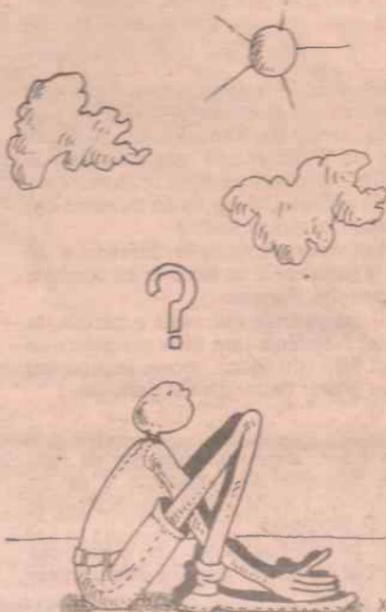
belgique

• **ÉNERGIES DOUCES**
Tous les groupes qui désiraient prendre en charge l'exposition «Energies Libres» du CCI sont appelés à en faire part à Philippe Carton, 10 grande rue, 5201 Tihange, qui pense la faire venir en Belgique à l'automne prochain. On pourrait ainsi partager les frais de transport et d'assurance, le prêt étant lui-même gratuit.

• Dans le N. 164, nous signalions l'adresse erronée des Amis de la Terre de Bruxelles. Voici la bonne adresse : Les Amis de la Terre Bruxelles, Rue E. Waischaerts, 19, 1060 Bruxelles.

• **INTERNATIONALE DES RÉSISTANTS A LA GUERRE**
La War Resisters' International a décidé de publier désormais sa «Newsletter» également en français. Elle élargit en même temps ses objectifs, en voulant devenir un outil de communication entre les sections et entre les militants grâce à sa nouvelle rubrique «Faites connaissance avec les sections du WRI». Elle a également décidé d'investir d'ici juillet 78 dans une vaste campagne mondiale sur le désarmement et de parrainer la campagne internationale Droits Humains 1978. A cet effet, elle publiera dès son prochain numéro et ensuite tous les deux mois, des feuillets spéciaux qui constitueront une documentation de base essentielle pour l'information et l'action, sur le désarmement et sur les droits humains. Si vous voulez l'aider à renforcer son influence dans le travail antimilitariste et pacifiste, abonnez-vous de suite à la Lettre de Nouvelles - WRI en versant 18 F. minimum, (mais vous pouvez faire plus) au CCP 000-1124984/75 du Comité du War Resisters' International à Bruxelles ou en envoyant un chèque directement à WRI Bruxelles en mentionnant «pour la lettre de Nouvelles WRI». Rédaction, 35 rue Van Elwyck, 1050 Bruxelles.

• Le théâtre de tous les jours propose trois semaines d'animation «Godefroid 77», impasse du Borgendael (Place royale) dans les souterrains de Bruxelles, cela du 9 au 27 août (relache dimanche et lundi). Au programme des films, Polanski, de Sicca, Bertolucci, Giovanni, Alea ; du théâtre à partir de vingt-deux heures tous les soirs. Prix des places, 70 FB pour les films, 100 FB pour le théâtre, 140 FB pour la soirée (film et théâtre). Renseignements : Théâtre de tous les jours a. s. b. l., Av. Gisseleire, Versé 3, 1080 Bruxelles, tél. 02/465-88-74



Malville-Bourgoin:

assez marché! stop! tous dans les maquis...

Le dimanche 31 juillet, près de Creys-Malville (Isère) cinquante ou soixante mille personnes ont participé à une manifestation interdite sous la pluie pour crier leur angoisse de cette société nucléaire. Huit jours plus tard, un homme est mort, d'autres sont mutilés, d'autres enfin sont en prison. Huit jours plus tard, cinquante à soixante mille individus restent «choqués» par la découverte du fascisme. Huit jours plus tard, la France découvre le problème nucléaire par le biais - volontairement mis en scène - de la violence.

Aujourd'hui tout peut arriver.

Deux forces également résolues sont face-à-face. La première, l'État, use cyniquement de toute sa panoplie : valetaille armée, grenades, juges, lois. La seconde, nous, a désormais la certitude d'avoir raison. On ne tue pas les gens qui ont tort. Mais surtout, surtout, à travers tous les filtres de la presse, l'opinion publique en France commence à s'interroger : pourquoi tuer les anti-nucléaires pacifiques ? Pourquoi tuer précisément des profs de physique ? Pourquoi mettre en prison des «casseurs» armés de canifs, pourquoi les victimes de la violence policière se trouvent-elles accusées, par quel jeu de passe-passe judiciaire ?

Nous avons gagné la bataille de l'information. L'État voulait nous ignorer. Le silence était sa tactique. Il a perdu. Rien n'arrêtera l'information. Et les gens bientôt oublieront les «violences» pour s'interroger sur les centrales nucléaires et finalement l'ensemble de la question écologique. A nous d'éviter les pièges du «spectaculaire» dont le premier est la schématisation grossière des problèmes.

le pouvoir a choisi la haine

NOUS en étions encore à la mort, aux mutilations, «Ils» en étaient déjà à la prison.

Douze manifestants, choisis parmi la petite vingtaine d'amis arrêtés au cours de la «ratonnade» de Morestel et des ratissages de la région-douleur, comparaisaient samedi dernier en audience de flagrants délits au tribunal de Bourgoin Jailleu dans l'Isère.

Les jugements, dans la droite ligne d'une politique offensive, ont surpris, écoeuré... au moins ceux qui avaient encore l'illusion de croire que le pouvoir pouvait se payer le luxe d'un apaisement, face aux problèmes payés par une écologie radicalisée et mobilisatrice.

Sur douze prévenus qui ont chacun déjà accompli sept jours de prison, six sortiront le jour-même; deux allemands, Hinderberger (24 ans), et Nebel (26 ans) seront relaxés avec Schmidt (27 ans), suisse, et Benoit Driat (26 ans), un français. Les autres libérés en fin d'audience : Thérèse Ciarimaglia (26 ans), française, et Harmutt Kuhn (27 ans), un allemand, seront tout de même condamnés pour port d'arme illégal (arme de 6^e catégorie, soit dans ce cas précis : deux petits boulons et un couteau à manche en plastique orange) à un mois de prison assorti du sursis.

Les autres condamnés dans la foulée de l'article 314 (la loi scélérate anti-casseurs), et dans certains cas pour port d'arme et utilisation d'engin incendiaire) ramassent entre trois et six mois de prison assortis de sursis pour moitié : Lucian Bechthoff (30 ans), allemand, Roland Muller (24 ans), allemand, et Christian Mons (29 ans), français, prennent six mois de prison chacun, dont trois de ferme. Pour Schweiger (21 ans), allemand, Hans Jagger (25 ans), allemand, ainsi que Rudolf Kraenduhl (19 ans), suisse, l'affaire se termine avec trois mois de prison dont un de ferme.

A peine exceptionnelle, procès exceptionnel, audience exceptionnelle et prévenus exceptionnels.

Tout s'était donné le mot au cours de ce procès-instruction de 24 heures d'affilée (un record !) pour donner à la justice française son caractère de bouffonnerie, d'imbécillité et de méchanceté jamais encore vu...

Cinquante trois témoins ont déposé de dix heures du matin le samedi à cinq heures du matin le dimanche. L'accusation a fait défiler vingt et un gendarmes qui avaient participé aux événements de Faverges.

Je dois dire que ce fut un festival. Festival qui nous aura permis d'apprendre qu'il existe désormais des «grenades lacrymogènes instantanées» (G.L.I.) qui explosent sans retard en touchant le sol... Festival qui nous aura permis de découvrir des nouvelles versions de la blessure du garde mobile qui s'est fait sauter la main ! On a évoqué un mystérieux engin explosif... ce qui permit à un lieutenant - très ou trop sûr - d'insinuer que la mort de Vital, la jambe de Michel, la main de Manfred, seraient les tristes fruits d'une explosion qui n'a rien à voir avec les engins utilisés par les forces de l'ordre...

Festival qui nous aura surtout permis de voir combien un gendarme est un pion qu'on manipule et qu'on méprise... Hier ils nous traquaient et aujourd'hui dans leur costume «gants beurre frais» c'étaient nous qui les traquions. Impressionnant de s'apercevoir avec quelle évidence ces gens récitaient des leçons et s'empêtraient dans des contradictions qui nous auraient fait plus souvent éclater de rire si nos camarades n'avaient pas été sur le banc des accusés.

Il fallait voir cette pitrerie, ce vaudeville de témoins qui se concertaient dans une salle dérobée. Un avocat n'avait-il pas coïncé un policier sur une histoire de visibilité brouillée que toute la suite du régiment affirmait avoir eu au moment des «contacts» la visière levée ! Dans cet opéra-bouffe la défense a dû exiger la présence d'un huissier en contrôle à la porte des témoins.

Festival ou parodie qui nous a permis de constater l'inadéquation de la procédure de flagrant délit (s'il fallait encore le prouver) dans un procès éminemment politique !

...Hypocrisie, mensonge, absence de fait, erreurs, manque d'information... en un mot le bordel ! Voilà ce qui a caractérisé le procès de Bourgoin. Mais ce bordel bon-enfant, ce n'était pas seulement un public couché dans le pré-

Quant à nous les militants gagnés par la rage, surtout après la farce du procès de Bourgoin, attention ! Calmons-nous, prenons nos distances ! Il n'y a pas pire réflexe que celui qu'engendre la colère. Nous sommes enragés par l'injustice ? Très bien ! Cherchons les moyens de faire très mal à la bête en cherchant ses points faibles. Ayons des tas d'idées, plus méchantes les unes que les autres.

Et surtout, agissons !

La seule alternative, et je la ressens aujourd'hui comme beaucoup dans mes tripes, pour les moutons qui ont bouffé l'herbe enragée de Malville, c'est Tahiti, la désertion, les vahinées et le bras d'honneur parfumé à cette société qui barre en couille : après moi le déluge des neutrons. J'ai tout tenté. Je n'irai pas jusqu'au sacrifice. Vivre d'abord et vite, ça urge ! Mais c'est dur de se résigner. Sportivement parlant, je n'ai jamais abandonné en cours de partie.

Reste l'action-réflexion. Nous avons le dos au mur. S'agit de gamberger fissa. En mars 78, nous serons tous redevenus, après les élections, les criminels de l'État nouveau, quel qu'il soit.

A vos cellules grises ! Ce journal doit être un venimeux foyer de réflexion-action.

Arthur.

toire, des journalistes assis jusque sous la barre des témoins, et des interprètes récusés par la défense. Cette chienlit douce masquait à peine une volonté oppressive que d'aucuns oublièrent, la fatigue aidant ! On nous a dit : «A Malville nous avons eu affaire à l'internationale des casseurs !» et on nous a dépeint ces casseurs. Et les gendarmes ont surenchérit à qui mieux mieux sur ces membres commandos casqués, foulards, masques à gaz et arme à la main... Or, qui reconnaît-on (et pour cause !) comme agresseurs des forces de l'ordre, des gens sans casques, sans foulards, sans masques à gaz ! Bref des kamikazes qui évoluent à 15 ou 20 mètres des mobiles, tout juste s'ils n'avaient pas leur nom écrit sur le front !

...Voilà la couleur que'il fallait avaler... et elle est d'autant plus énorme et irréaliste que ces «casseurs» n'ont pas été interpellés sur le site des affrontements, mais des heures après les derniers chocs et pour la plupart à des vingt ou trente kilomètres des lieux chauds ! On croit rêver !

NON, pas du tout. Il s'agit d'une logique des otages, il s'agit de l'application pure et simple de la honteuse loi anti-casseurs !

Pas un fait prouvé, pas un délit constitué, une accumulation d'invéraisemblances... Tout cela aurait dû aboutir, en présence de juges honnêtes, à ce qu'ils s'interdisent de juger.

Eh bien non. La justice dont le rôle est, en parlant des faits, de se sentir capable de peser, a tranché. A Bourgoin (ce n'est pas le premier endroit, ni la première fois) la justice a «pris parti».

C'est grave. Très. D'autant que ces condamnations ne peuvent qu'abreuer le cycle répression - provocation. C'est grave aussi parce qu'à Bourgoin on a enterré une démocratie élémentaire qui consiste à juger de façon libre et indépendante de toutes pressions (politiques entre autres).

Hier c'était la trahison des grenades offensives, aujourd'hui c'est la trahison de la balance aux yeux bandés !

Les témoins de la défense, ces gens venus des pays de Malville raconter la violence n'auront servi à rien. A rien non plus, ces camarades allemands racontant comment

ils avaient vécu auprès des inculpés et loin des combats la journée du dimanche. N'aura servi à rien non plus ce collectif d'avocats, français et allemands, animé par M^e De Felice qui a sans cesse essayé de sauver de la dérision ce qui n'était qu'une dérision douloureuse.

...Toute la France a dû tourner les yeux vers cette actualité. Et cette actualité foutoir était un piège dans lequel six personnes sont tombées.

Au nom de quelle vengeance ? Au nom de quel mépris ? Au nom de quel pouvoir ? Dehors c'était la colère froide, l'attention, parfois la fête. Dedans aussi, en 24 heures on oublie la prison. En 24 heures on se ressent libre. Et ces inculpés dans cet espace physique et mental d'enfermement avaient plus de grandeur, de joie et de force que quiconque.

Ce ne sont pas des héros.

Ce sont des «nous». Des otages.

Pourquoi eux ?

Pourquoi ont-ils été torturés (c'est le mot !) dans les locaux de la caserne après leur arrestation ? Par routine. Par violence quotidienne et institutionnalisée.

Je rends hommage à leur fermeté à dénoncer les exactions des policiers. Je rends hommage aussi à ce policier qui s'étant payé vingt heures de «boulot» a refusé de reconnaître des gens qu'il avait reconnus dans la fatigue.

Je rends hommage à la dignité de la foule qui se foutait (et c'est bon signe) des protocoles de... justice !

Le protocole serait-ce ce qui restait de sérieux à Bourgoin ?

... lorsque le président a lu le verdict nous avions des pleurs... des pleurs...

les larmes d'hier poussaient celles d'aujourd'hui.

Bon sang ! On vous fait si peur que ça, gens de l'establishment ? Pour que vous nous inventiez un fascisme à votre hauteur ? Sur les pas du tribunal, cernés par les forces du désordre, les gens sifflaient la marche de Sacco et Vanzetti.

Avions nous donc si bien touché la bête ? Nous avons à nous battre, car nous sommes en son cœur...

Asselin